



## RÉSUMÉ DE LA ONZIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL OUVERT A TOUS SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES: 5-9 MAI 2014

La onzième session du Groupe de travail ouvert à tous (GTO) sur les objectifs de développement durable (ODD) s'est déroulée du 5 au 9 mai 2014, au Siège de l'ONU à New York. Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya, et Csaba Kőrösi, Représentant permanent de la Hongrie, y ont continué dans leur rôle de co-présidents du GTO, avec la participation des États membres et des grands groupes sociaux, pour la troisième des cinq sessions prévues dans la seconde phase du GTO, qui cherche à affiner les préférences exprimées durant la phase « d'inventaire » qui avait duré un an, aux fins d'élaborer un rapport détaillant les objectifs et cibles de développement durable préférés.

Les délégués à la GTO-11 ont travaillé sur une liste de 16 « domaines d'intervention » et près de 150 cibles potentielles liées à chaque domaine d'intervention, qui avaient été distribuées par les co-présidents, deux semaines avant la session. Comme suite au débat qui a porté sur des domaines d'intervention ayant rapport avec « le travail inachevé dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) », à savoir, l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'égalité des sexes et l'eau – le coprésident Kőrösi a fait état d'un accord général que ces concepts devaient être inclus en tant qu'objectifs dans le nouveau cadre. La discussion sur les thèmes « plus récents », tels que le changement climatique, les écosystèmes, les océans, la consommation et la production durables, l'énergie, l'industrialisation, l'infrastructure, et la croissance économique et l'emploi, les établissements humains, les moyens de mise en œuvre, l'établissement de sociétés pacifiques, et la primauté du droit, a révélé que les délégués n'ont pas encore résolu les questions de savoir si ces domaines d'intervention allaient devoir être inclus dans le cadre et si certains de ces domaines allaient devoir être réunis ou divisés.

### DANS CE NUMÉRO

|  |    |
|--|----|
| Bref historique du GTO .....   | 2  |
| Compte-rendu de la GTO 11.....   | 3  |
| Domaine d'intervention 1. L'éradication de la<br>Pauvreté, l'édification d'une prospérité partagée et la<br>promotion de l'égalité ..... | 4  |
| Domaine d'intervention 2. L'agriculture durable, la<br>sécurité alimentaire et la nutrition .....  | 6  |
| Domaine d'intervention 3. La dynamique santé et<br>population .....  | 8  |
| Domaine d'intervention 4. L'éducation et<br>l'apprentissage tout au long de la vie .....   | 9  |
| Domaine d'intervention 5. Égalité des sexes et<br>autonomisation des femmes .....  | 10 |
| Domaine d'intervention 6. L'eau et l'assainissement ..   | 13 |
| Domaine d'intervention 7. L'énergie .....  | 14 |
| Domaine d'intervention 8. La croissance<br>économique, l'emploi et l'infrastructure .....  | 16 |
| Domaine d'intervention 9. L'industrialisation et la<br>promotion de l'égalité entre les nations .....                                    | 18 |
| Domaine d'intervention 10. Les établissements<br>humains .....   | 19 |
| Domaine d'intervention 11. Production et<br>consommation durables .....  | 20 |
| Domaine d'intervention 12. Le changement climatique ..   | 21 |
| Domaine d'intervention 13. Conservation et<br>utilisation durable des ressources marines, des<br>océans et des mers .....                | 23 |
| Domaine d'intervention 14. Les écosystèmes et la<br>biodiversité .....   | 24 |
| Domaine d'intervention 15. Les moyens<br>d'exécution/le partenariat mondial pour le<br>développement durable .....                       | 25 |
| Domaine d'intervention 16. Des sociétés pacifiques<br>et cohésives, de l'Etat de droit et des institutions aptes ..                      | 27 |
| Clôture de la GTO-11 .....   | 30 |
| Breve analyse de la GTO-11.....  | 30 |
| Réunions à venir .....   | 32 |
| Glossaire .....  | 33 |

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Faye Leone, Kate Offerdahl, et Lynn Wagner, Ph.D. Version française: Mongi Gadhoun - Correctrice: Myriam Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement particulier pour la couverture de cette réunion a été fourni par l'Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

Les délégués ont également discuté de la façon dont le GTO devait poursuivre ses travaux, compte tenu des quatre points d'ordre qui ont été soulevés le premier jour. Certains ont souhaité entamer immédiatement des négociations directes et mener des négociations intersessions. D'autres ont évoqué le nombre de participants venus des capitales et ont apporté leur appui aux orientations des co-présidents dans le processus actuel.

A la fin de la GTO-11, le co-président Kamau a proposé que le prochain projet de document de travail comprenne un domaine d'intervention supplémentaire - l'égalité - et englobe beaucoup plus de cibles provisoires. Il a indiqué que des informelles-informelles se réuniraient la semaine qui précède chacune des deux sessions restantes du GTO, et que les délégués doivent être prêts à procéder à l'examen du document de travail, cible par cible. Le prochain projet de document devrait être disponible fin mai, avant la GTO-12 qui se tient juin prochain.

### BREF HISTORIQUE DU GTO

A la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en Juin 2012, les gouvernements ont convenu de lancer un processus visant à élaborer un ensemble d'ODD. Ils ont appelé à la création d'un GTO qui soit transparent et ouvert aux parties prenantes et qui soit composé de 30 représentants des cinq groupes régionaux des Nations Unies, désignés par les Etats membres des Nations Unies, pour élaborer une proposition d'ODD. Ils ont également appelé le GTO à soumettre à la 68<sup>e</sup> session de l'Assemblée, un rapport contenant une proposition d'ODD, pour examen et action appropriée.

Le document final de Rio+20 souligne, entre autres:

- l'importance de rester fermement attaché à la réalisation complète et rapide des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de respecter tous les principes de Rio, en tenant compte de la diversité des situations, capacités et priorités nationales;
- que les ODD doivent être orientés vers l'action, concis et faciles à communiquer, en nombre limité, ambitieux, de nature globale, universellement applicables à tous les pays et axés sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus traitant du programme de développement de l'après-2015, et de recevoir une première contribution au travail du GTO de la part du Secrétaire général des Nations Unies, en concertation avec les gouvernements nationaux;
- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, accompagnés de cibles et d'indicateurs, tout en prenant en ligne de compte la diversité des situations et les capacités nationales et les niveaux de développement des pays; et,
- l'importance d'avoir à disposition des données globales, intégrées et scientifiquement fondées, sur le développement durable, et de l'appui devant être apporté aux commissions économiques régionales dans le domaine de la collecte et de la compilation des contributions nationales visant à éclairer cet effort mondial.

L'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) devait approuver le document final, intitulé '*L'avenir que nous voulons*', dans sa résolution 66/288, le 30 novembre 2012.

**LA DÉCISION DE L'AGNU ÉTABLISSANT LE GTO (67/555):** Le 22 janvier 2013, l'Assemblée générale a adopté une décision établissant la composition du GTO, allouée aux cinq groupes régionaux de l'ONU. Selon l'annexe de la décision, six sièges sont occupés par un pays à lui tout seul, accordés: au Bénin, au Congo, au Ghana, à la Hongrie, au Kenya et à la Tanzanie. Neuf sièges sont occupés par des paires de pays, comme suit: Bahamas/Barbade; Belarus/Serbie; Brésil/Nicaragua, Bulgarie/Croatie; Colombie/Guatemala; Mexique/Pérou; Monténégro/Slovénie; Pologne/Roumanie; et Zambie/Zimbabwe. Quatorze sièges sont occupés par des trios de pays, comme suit: Argentine/Bolivie/Equateur; Australie/Pays-Bas/Royaume-Uni; Bangladesh/République de Corée/Arabie Saoudite; Bhoutan/Thaïlande/Vietnam; Canada/Israël/Etats-Unis; Danemark/Irlande/Norvège; France/Allemagne/Suisse; Italie/Espagne/Turquie; Chine/Indonésie/Kazakhstan; Chypre/Singapour/Emirats Arabes Unis; Guyane/Haïti/Trinité-et-Tobago; Inde/Pakistan/Sri Lanka; Iran/Japon/Népal; et Nauru/Palau/Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un siège est partagé par quatre pays: Algérie/Egypte/Maroc/Tunisie.

**REUNION EXTRAORDINAIRE DE L'AGNU SUR LA REALISATION DES OMD:** La réunion extraordinaire de haut niveau a eu lieu le 25 septembre 2013 au siège de l'ONU à New York. Le document final de la réunion a déterminé que le travail du GTO alimentera les négociations internationales sur le programme de développement pour l'après-2015, qui commencent en septembre 2014, et qu'un Sommet mondial aura lieu en septembre 2015, pour s'entendre sur un nouveau programme de développement des Nations Unies.

**LES HUIT PREMIERES SESSIONS DU GTO:** Le GTO a tenu ses huit premières réunions entre mars 2013 et février 2014, au Siège de l'ONU à New York. A la première réunion (14-15 mars 2013), les participants ont échangé leurs vues initiales sur la forme et le fond du cadre des ODD. A la deuxième réunion (17-19 Avril 2013), les délégués se sont concentrés sur le cadre global de l'éradication de la pauvreté et du développement durable et sur les thèmes intersectoriels dont, notamment: la gouvernance; l'égalité homme-femme et l'autonomisation des femmes; les approches fondées sur les droits de l'homme; et des moyens de mise en œuvre. Les délégués à la GTO-2 devaient discuter aussi du programme de travail pour 2013-2014, et les six sessions suivantes du GTO ont porté sur les modules thématiques déterminés dans ce document.

Les modules thématiques, qui figurent dans le document « bilan » élaboré par le GTO sont les suivants:

- GTO-3 (22-24 mai, 2013): la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, et l'eau et l'assainissement;
- GTO-4 (17-19 juin 2013): l'emploi et le travail décent pour tous, la protection sociale, la jeunesse, l'éducation et la culture, et la dynamique de la santé et de la démographie;

- GTO-5 (25-27 novembre 2013): la croissance économique soutenue et inclusive, les questions de politique macroéconomique (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette extérieure), le développement des infrastructures et l'industrialisation, et l'énergie;
- GTO- 6 (9-13 décembre 2013): les moyens de mise en œuvre (la science et la technologie, le partage des connaissances et le renforcement des capacités), le partenariat mondial pour le développement durable, les besoins des pays en situation particulière, les pays africains, les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL), et les petits Etats insulaires en développement (PEID), ainsi que les défis particuliers auxquels font face les pays à revenu intermédiaire, et les droits de l'Homme, le droit au développement, et la gouvernance mondiale;
- GTO-7 (6-10 janvier 2014): Villes et établissements humains durables, transport durable, consommation et production durables (y compris les produits chimiques et les déchets), et le changement climatique et la prévention des risques de catastrophe; et
- GTO-8 (3-7 février 2014): les océans et les mers, les forêts, la biodiversité, la promotion de l'égalité, y compris l'équité sociale, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, et la prévention des conflits, la consolidation de la paix post-conflit et la promotion d'une paix durable, la primauté du droit et la gouvernance.

**GTO- 9 et 10:** Se basant sur le travail accompli par les huit premières sessions du GTO, les co-présidents ont publié un document intitulé « Bilan », le 14 février 2014 et un document « axé sur les domaines d'intervention », le 21 février 2014, les 19 domaines d'intervention qui ont servi de plate-forme aux discussions de la GTO-9 (3-5 Mars 2014), étaient: l'éradication de la pauvreté; la sécurité alimentaire et la nutrition; la dynamique de la santé et de la population; l'éducation; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; l'eau et l'assainissement; l'énergie; la croissance économique; l'industrialisation; l'infrastructure; l'emploi et le travail décent pour tous; la promotion de l'égalité; des villes et établissements humains durables; des modes durables de consommation et de production; le changement climatique; les ressources marines, les océans et les mers; les écosystèmes et la biodiversité; les moyens de mise en œuvre; des sociétés pacifiques et non - violentes et des institutions capables.

Les co-présidents ont publié un document révisé des domaines d'intervention pour examen à la GTO-10 (31 mars - 4 mai 2014). La GTO-10 a vu se tenir la première discussion prolongée des cibles possibles pouvant accompagner chaque domaine d'intervention, avec plus de 300 cibles présentées par les États membres et les grands groupes. Sur la base des discussions de la GTO-10, les co-présidents ont publié, le 18 avril, un « document de travail » pour guider la préparation des délégués à la GTO-11. Le nouveau document contient 16 domaines d'intervention et près de 150 cibles intermédiaires. Les co-présidents ont également élaboré un document qu'ils ont intitulé « *Encyclopedia Groupinica* », qui contient l'ensemble des propositions présentées durant la GTO-10.

## COMPTE-RENDU DE LA GTO 11

Lundi 5 mai 2014, le coprésident du GTO, Kamau, a ouvert la session et a attiré l'attention sur les documents de compilation, élaborés avant la réunion, qui, a-t-il précisé, présentent un enregistrement de ce qui a été présenté et fournissent une ressource pour le processus post -2015. Il a indiqué que le GTO travaille à l'élaboration d'un avant-projet, que les contours des objectifs prennent forme et que les plus grandes lacunes sont dans l'affinement des cibles à atteindre. Il a souligné que le GTO a besoin d'affiner les cibles, de limiter leur nombre à un nombre gérable, et de s'assurer de l'universalité des objectifs et des cibles intermédiaires. Kamau a également déclaré qu'un paragraphe introductif serait rédigé, mettant l'accent sur les grands principes qui présentent l'orientation et le contexte historique des ODD.

Le co-président Kőrösi a informé le GTO que des représentants des institutions des Nations Unies et d'autres experts allaient être présents, lors des manifestations organisées durant la semaine en marge de la réunion, pour donner aux membres, des conseils sur la formulation des objectifs et des indicateurs. Kamau a exhorté les membres du GTO à être à l'écoute des contributions des grands groupes et autres parties prenantes, affirmant qu'ils ouvrent une fenêtre sur le monde extérieur. Il a également suggéré d'examiner le document de travail dans son ensemble et non par domaine d'intervention pris séparément, pour savoir si la totalité de l'effort est en mesure d'ouvrir une « voie durable » vers l'horizon 2030.

Un certain nombre de délégués a fait part d'observations générales sur le document de travail et la méthodologie suivie par le GTO tout au long de la discussion tenue lundi. La Bolivie, au nom du Groupe des 77 et de la Chine (G-77/Chine), a appelé à une méthode de délibération plus directe, afin d'assurer un processus dirigé par les États membres. Le délégué a proposé que les coprésidents commencent et facilitent les négociations entre tous les États membres. L'Arabie Saoudite, dans un point d'ordre, a fait part de sa crainte que le document de travail ne reflète pas un certain nombre de points de vue exprimés par sa délégation.

L'Union européenne (UE) a souhaité voir tous les domaines d'intervention traiter des questions d'inégalité et d'accès aux services pour les plus vulnérables et des plus marginalisés. Le délégué a plaidé pour un domaine d'intervention fort portant sur la parité et pour une analyse des données, par sexe, dans tous les domaines d'intervention. Au sujet des modes de consommation et de production durables (CPD), il a appelé à découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources et a exprimé son soutien pour l'approche fondée sur le « cycle de vie » et sur « l'économie circulaire ». Il a déclaré que le changement climatique devrait être intégré, de manière visible, dans tout cadre retenu pour l'après-2015. Il a appelé à deux domaines d'intervention distincts, portant: sur la gouvernance et la primauté du droit, de manière transparente et responsable, et sur des sociétés pacifiques, inclusives et exemptes de violence. Il a accueilli avec satisfaction les références à divers acteurs dans le chapitre consacré aux partenariats et aux moyens de mise en œuvre, citant la nécessité d'une approche commune globale de financement du développement pour l'après-2015. Il a ajouté que

les méthodes de travail actuelles du Groupe sont susceptibles de l'aider à atteindre un résultat positif. L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a mis en garde contre les « affrontements artificiels » qui créent l'impasse.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a rappelé l'importance du principe de responsabilités communes mais différenciées (RCMD) et des capacités nationales différentes. L'Argentine a soulevé un point d'ordre, demandant quelle procédure allait être suivie pour cette réunion et rappelant que le rapport du GTO doit être négocié par les États membres. La représentante a déclaré que les domaines d'intervention consacrés à l'agriculture durable, à la croissance économique, à l'industrialisation, aux modes de CPD et aux moyens de mise en œuvre, sont inacceptables.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a souhaité voir le principe de responsabilités communes mais différenciées être reflété dans le texte, avec des résultats tangibles pour les pays industrialisés et les pays en développement. La Tanzanie a regretté que le document de travail fusionne l'infrastructure et l'égalité avec d'autres domaines d'intervention, et a appelé à « une extrême précaution », pour éviter de perdre ou de fausser les éléments proposés.

Dans un point d'ordre, l'Afrique du Sud a exprimé sa préoccupation que les délégations soient en train de réaffirmer leurs positions et a souhaité voir des interactions plus directes. Le délégué a appelé les coprésidents à donner aux 30 membres du groupe, une chance de prendre en charge le processus. Le co-président Kamau a signalé que l'Arabie saoudite souhaite les 70 constituants du GTO, que l'Afrique du Sud propose les 30 membres et que d'autres soutiennent la participation de tous les 193 États membres des Nations Unies. Il a déclaré que les coprésidents proposeraient la voie à suivre, à la fin de la semaine.

Nauru, au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a déclaré que les objectifs et cibles doivent refléter les circonstances particulières des PEID et d'autres groupes vulnérables. Israël, parlant également pour le Canada et les États-Unis, a déclaré que les pays devraient établir leur propre niveau d'ambition, laissant des références de « x% » et de « y% » dans les cibles. Le délégué a appelé à traiter la question des personnes handicapées, et a indiqué que des données ventilées par sexe, feront de ce programme un outil puissant pour l'autonomisation des femmes. La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a déclaré que les documents préparatoires montrent que toutes les voix ont été entendues, et que les co-présidents peuvent guider le groupe à sa conclusion.

L'Inde a déclaré que le résultat doit clarifier trois choses: la différenciation, l'universalité et le multilatéralisme. L'Égypte, parlant également pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, a noté que le principe de RCMD a disparu du document et a appelé à des consultations informelles entre la GTO-11 et la GTO-12. L'Iran a déclaré que le paragraphe introductif doit prendre en considération l'importance de l'appropriation nationale du développement.

Le Japon a préféré le format de travail actuel, « ouvert et transparent », et s'est dit préoccupé par le fait que les délégués des capitales ne comptent pas parmi les présents aux réunions intersessions. S'agissant de la différenciation, le délégué a

demandé des éclaircissements au sujet de la définition des pays industrialisés et des pays en développement, signalant que certains pays sont passés de la seconde catégorie à la première.

La Biélorussie a rappelé sa proposition pour un objectif consacré aux familles et comportant des cibles intermédiaires axées sur les politiques et stratégies nationales globales de la famille, sur les initiatives et programmes nationaux qui favorisent la qualité de vie, le partage des responsabilités entre les hommes et les femmes et les efforts visant à promouvoir la valeur de la famille chez les jeunes.

Un représentant de la Division de statistique des Nations Unies a déclaré que, lorsque les objectifs ne sont pas quantifiés, les statisticiens peuvent mettre ensemble des cibles nationales dans un objectif global, de sorte qu'une quantification globale peut avoir lieu même si le niveau national fixe des cibles en premier. Il a indiqué que des cibles mondiales risquent d'être interprétées comme étant des cibles nationales, même lorsqu'elles ne sont pas applicables.

La Bolivie a déclaré que certaines cibles peuvent être impossibles à réaliser et qu'elles ne doivent pas être incluses, telles que celle préconisant zéro dégradation des terres d'ici 2030. La Tunisie a appelé à un objectif autonome axé sur l'équité aux niveaux national et international. Le délégué a demandé une évaluation préliminaire des besoins financiers des ODD, pour aider à décider du point de savoir s'il faut ajouter des objectifs globaux spécifiques. Dans un point d'ordre, le Guatemala a demandé aux coprésidents d'expliquer comment ils ont intégré dans chaque domaine d'intervention l'universalité et la différenciation et les trois piliers du développement durable.

L'Autriche a déclaré que les droits de l'Homme constituent le cadre juridique et le seuil minimum pour la réalisation progressive des droits. Le délégué a demandé que les objectifs mesurent les progrès qualitatifs et pas uniquement ceux quantitatifs. Il a suggéré d'inclure les personnes handicapées dans les domaines d'intervention axés sur l'éradication de la pauvreté, sur la santé et sur l'emploi, et a proposé un objectif séparé consacré aux enfants. Il a indiqué que le principe de responsabilités communes mais différenciées ne doit en aucun cas être étendu aux ODD ou au programme de développement pour l'après-2015, dans son ensemble, mais qu'il doit être limité à son contexte d'origine de la dégradation de l'environnement.

#### **DOMAINE D'INTERVENTION 1. L'ERADICATION DE LA PAUVRETÉ, L'EDIFICATION D'UNE PROSPERITE PARTAGEE ET LA PROMOTION DE L'EGALITE**

Lundi, la Bolivie, parlant au nom du G-77/Chine, a exprimé sa préoccupation à propos de la fusion de la lutte contre l'inégalité avec la lutte contre la pauvreté, appelant à rétablir un seul domaine d'intervention axé sur la réduction des inégalités.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a déclaré que les moyens de mise en œuvre (MMØ) pourraient inclure: un financement prévisible et adéquat pour les pays en développement, des mécanismes visant à réduire les causes profondes de la pauvreté, une marge de manœuvre et des règles régissant le commerce international et l'investissement au niveau mondial, permettant de résoudre les contraintes que rencontrent les pays en développement.

La Guyane, au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a demandé des précisions sur les communautés concernées dans l'objectif consacré au renforcement de la résilience des pauvres, y compris la réduction des pertes économiques liées aux catastrophes.

Le Bénin, au nom des PMA, a proposé de fixer un objectif axé sur l'amélioration des conditions de vie d'un certain pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, d'ici 2030. Le délégué a suggéré d'élargir le champ des risques et des chocs au-delà des « catastrophes ».

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant pour les PEID du Pacifique (PEIDP), Nauru et Palau, a déclaré que l'objectif de l'éradication de la pauvreté favorisera la réussite des ODD et qu'il ne saurait être atteint sans une attention aux écosystèmes océaniques. Le délégué a déclaré aussi que la référence à un plein emploi productif doit parler d'une « rémunération appropriée ».

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a appelé à l'éradication de la pauvreté des personnes qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté, mais qui restent très vulnérables. La Zambie, au nom des PDSL, a appelé à des objectifs tenant compte des besoins et des défis particuliers des PDSL. La représentante a suggéré que l'intégration des objectifs et des cibles intermédiaires dans les trois piliers pourrait être élaborée dans un paragraphe introductif.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a proposé de nouveaux objectifs axés sur l'aide publique au développement (APD), sur une marge de manœuvre et sur des règles régissant le commerce international et l'investissement.

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a déclaré que l'élimination de l'impact de la pauvreté dans toutes ses dimensions est un objectif clé, tout comme l'est l'attention devant être accordée aux inégalités.

L'Irlande, parlant également pour le Danemark et la Norvège, a déclaré que les cibles relevant de l'objectif global de l'éradication de la pauvreté devraient s'appuyer sur les normes et principes des droits de l'Homme; que la quantification de la pauvreté doit aller au-delà de celle du revenu; et que les stratégies de croissance économique doivent être inclusives et durables.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a déclaré que « égalité » ne doit pas être limitée à l'intitulé de l'objectif et a suggéré un objectif consacré à la croissance des revenus de 25% de la tranche inférieure, de manière à être x% plus élevé que la moyenne nationale, d'ici 2030.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a accueilli favorablement l'objectif axé sur le renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles. Israël, parlant également pour le Canada et les États-Unis, a proposé l'insertion d'une référence à l'amélioration de la précision des données, des délais de mise en garde et des prévisions, en cas de catastrophe.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Équateur, a déclaré que les MMCE devraient inclure la marge de manœuvre, la viabilité de la dette et l'APD, et a appelé à une cible distincte axée sur le travail décent.

Singapour, parlant également pour Chypre et les Émirats arabes unis (EAU), a souligné le besoin de données ventilées dans l'ensemble des domaines d'intervention, en vue d'y remédier aux inégalités. Le délégué a suggéré d'ajouter une référence aux groupes les plus vulnérables et les plus défavorisés. Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a mis l'accent sur l'insertion sociale.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a accueilli avec satisfaction le texte axé sur la prévention des catastrophes et a proposé d'ajouter « l'héritage » des terres et des biens.

L'Australie, parlant également pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, a proposé d'éliminer la discrimination dans les lois, la réduction des inégalités entre les groupes, l'autonomisation des groupes et la promotion d'une croissance différentielle du revenu par habitant, pour les personnes de la tranche sociale inférieure.

Le Zimbabwe, au nom des États de l'Afrique australe, a proposé l'éradication de l'extrême pauvreté « sous toutes ses formes », et a souligné la nécessité d'un objectif axé sur la lutte contre les inégalités.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a suggéré de remplacer « atteindre le plein emploi productif » par « éliminer les obstacles posés à l'emploi productif ».

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a plaidé pour un objectif consacré à l'éradication de l'extrême pauvreté, la lutte contre les inégalités et le renforcement de la résilience, assorti d'une cible axée sur l'inégalité aux niveaux national et international, y compris entre les populations rurales et urbaines.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a souligné les aspects multidimensionnels de la pauvreté et l'importance de bâtir des sociétés résilientes à la fois aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques et sociaux.

L'Inde a déclaré que le libellé sur les catastrophes pourrait être placé dans le domaine d'intervention axé sur les établissements, et a apporté son appui aux droits plutôt à « des ressources productives » qu'à la terre, aux biens et autres actifs productifs.

L'Égypte, parlant également pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, a suggéré de supprimer la formulation « sécurité des droits de posséder des terres et des biens » et de la remplacer par « accès aux ressources productives ». Le délégué a déclaré que la réalisation du « plein emploi productif pour tous » n'est pas pragmatique.

Le Japon a suggéré des objectifs chiffrés distincts pour la réduction de la mortalité et la réduction des pertes économiques, découlant des catastrophes. Le Pakistan a suggéré de réduire de moitié, d'ici 2030, l'intensité de la pauvreté, de manière fondée sur des indices déterminés à l'échelle nationale. Palau a déclaré qu'ils entendent élaborer des indicateurs sur les animaux, qui peuvent être des facteurs de résilience en cas de catastrophes. Le Bangladesh a déclaré que le texte devrait appeler à un accès sécurisé plutôt « aux ressources productives » que spécifiquement « à la terre, aux biens et autres actifs productifs ».

La République de Corée a déclaré que l'éradication de l'extrême pauvreté, la réduction de la proportion de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté et la protection

sociale, sont des exigences minimales pour ce domaine d'intervention. Le délégué a proposé un nouvel objectif consacré au rôle de la culture dans l'éradication de la pauvreté.

La Bolivie a suggéré la formulation « l'emploi productif et le travail décent et digne ». La Tunisie a suggéré de nouvelles cibles axées sur: la restitution des biens volés à l'étranger; la transparence dans la gestion des ressources naturelles; l'imposition; et la circulation internationale des personnes.

Cuba a suggéré: l'ajout de « réduire, d'ici 2030, la richesse et l'inégalité entre les nations de x% »; le remplacement de « les plus marginalisés » par « les plus vulnérables », l'ajout de « veiller à ce qu'une marge de manœuvre adéquate soit accordée aux pays, par les organisations internationales, pour protéger leurs producteurs agricoles »; et l'examen de la résilience aux catastrophes dans le domaine d'intervention 10 (développement durable des villes et des établissements humains).

Le Costa Rica a suggéré un référencement au travail « décent », et pas uniquement, au plein emploi productif pour tous. La Suède a suggéré d'ajouter une référence au droit de posséder et d'hériter la terre.

Le Rwanda a souligné la nécessité de réduire les inégalités et de reconnaître les responsabilités communes mais différenciées. L'Éthiopie a proposé un texte appelant au renforcement de la résilience des pauvres et à la réduction des pertes dues aux catastrophes, en « protégeant les moyens de subsistance, y compris l'élevage », et a déclaré qu'on doit appeler à des droits sécurisés de posséder plutôt des « ressources » productives que des « actifs » productifs.

Le Salvador a souhaité savoir si le pourcentage ciblé, quant à la réduction de la proportion de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté, doit être déterminé au niveau national ou au niveau international.

## **DOMAINE D'INTERVENTION 2. L'AGRICULTURE DURABLE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION**

Lundi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a mis l'accent sur l'élimination des subventions, l'accès au marché, la différenciation entre pays en développement et pays industrialisés quant à la responsabilité de la réduction des déchets alimentaires, et la « financiarisation du secteur alimentaire » et son rôle dans la volatilité des prix des produits alimentaires. Le délégué a déclaré que ce domaine d'intervention devrait inclure l'élimination de la faim et de l'insécurité alimentaire.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a déclaré que l'intitulé devrait être: « Promotion de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire et d'une nutrition adéquate pour tous ». Le délégué a présenté 11 cibles, nouvelles ou révisées, axées notamment sur l'agro-industrialisation; les moyens de subsistance des petits agriculteurs et des petits pêcheurs; la recherche agricole; les pertes post-récolte; l'accès au marché pour les pays africains; et un monde neutre en dégradation des terres (MNDT). Les MMCE pourrait aborder: le financement public et le transfert de technologie pour l'agriculture durable; la régulation des marchés des produits de base, pour faire face à la volatilité des prix des denrées alimentaires; les subventions qui faussent le commerce; et une marge de manœuvre adéquate pour les prêts et aides au secteur agricole.

Le Bénin, au nom des PMA, a proposé d'ajouter un libellé sur le soutien de la régénération des écosystèmes naturels et la réalisation d'un MNDT. Le délégué a suggéré d'appeler au triplement de la productivité agricole à travers l'amélioration de l'accès à l'irrigation, entre autres mécanismes, et d'étudier la faisabilité d'un système de stockage des denrées alimentaires pour répondre aux urgences humanitaires et à la volatilité des prix.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant pour les PEIDP, Nauru et Palau, a proposé d'ajouter une référence à la pêche durable pour assurer la sécurité alimentaire, et a appelé à un soutien approprié pour l'enseignement scientifique agricole.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a plaidé pour un objectif consacré à la sécurité alimentaire et la nutrition et à l'agriculture durable, fondé sur le droit à l'alimentation. Le délégué a signalé que la question de la volatilité des prix des denrées alimentaires a été injustement éliminée du document de travail.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a appelé à: la création de deux cibles distinctes axées sur la réduction du taux global des pertes alimentaires et sur la réduction du taux global des gaspillages alimentaires, en raison de modes de vie non durables »; et le remplacement de « agriculture intelligente face au changement climatique » par « agriculture durable ». Le délégué a suggéré de nouvelles cibles axées sur: la productivité agricole, la volatilité des prix des denrées alimentaires, la capacité de production des petits agriculteurs, les technologies propres et respectueuses de l'environnement, les prêts et aides aux agriculteurs, et l'accès au marché pour les petits agriculteurs et les petits pêcheurs.

L'Irlande, parlant également pour le Danemark et la Norvège, a souligné l'importance d'inclure, outre l'agriculture, des éléments liés à la sécurité alimentaire et la nutrition, tels que les écosystèmes durables et la lutte contre le changement climatique, et de rendre compte du rôle que jouent les produits de la mer dans la sécurité alimentaire.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a déclaré que les produits chimiques ne sont pas mauvais quand ils sont utilisés de façon appropriée, et a suggéré de supprimer la référence à la réduction de leur utilisation. Le délégué a proposé de réduire le taux global des pertes alimentaires et le taux global de déchets alimentaires dus aux modes de vie non durables dans les pays industrialisés, et d'éliminer immédiatement les subventions à l'export.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a soutenu l'insertion de références au climat, aux produits chimiques et à l'énergie dans ce domaine d'intervention.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a mis l'accent sur la vulnérabilité des importateurs de produits alimentaires et a appelé à des régimes d'assurance pour les agriculteurs et les pêcheurs.

Israël, parlant également pour le Canada et les États-Unis, a suggéré d'intituler ce domaine d'intervention « Élimination de la faim et augmentation de la proportion d'enfants bien nourris ».

L'Argentine, également pour la Bolivie et de l'Équateur, a déclaré que, dans ce domaine d'intervention, les MMCE devraient porter sur les subventions qui faussent le commerce, les technologies propres et respectueuses de l'environnement et le

brevetage des semences. En sa qualité de représentante nationale, l'oratrice a déclaré que réduire l'intensité de l'utilisation de l'eau, de l'énergie et des produits chimiques est difficile dans le contexte de l'augmentation des rendements.

Singapour, parlant également pour Chypre et les Émirats arabes unis, a proposé un référencement à l'anémie et l'ajout d'une cible axée sur l'éducation alimentaire. Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a appelé à l'accroissement de la production agricole et halieutique. La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a déclaré que les questions de sous-alimentation et de suralimentation devraient être abordées. L'Australie, parlant également pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, a suggéré de traiter les besoins des femmes enceintes et des femmes allaitantes, et d'accroître les marchés ouverts et équitables.

Le Zimbabwe, parlant pour les États d'Afrique australe, a proposé des cibles axées sur la réduction de la consommation d'eau et sur une augmentation, de 50%, de l'utilisation des énergies renouvelables.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a mis l'accent sur une pêche et une production aquacole durables. La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a suggéré d'inclure la surnutrition et l'obésité, a favorisé la formulation des institutions basées à Rome sur la propriété sécurisée des terres et des biens, et a souligné l'importance de la résilience au changement climatique et de la réduction des déchets et des pertes alimentaires.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a recommandé la promotion de cultures stables qui sont riches en micronutriments. Au sujet des MMCE, il a proposé de favoriser la participation du secteur privé et la réduction des subventions qui faussent le commerce.

L'Inde a déclaré qu'il devrait y avoir des cibles axées sur le traitement de la volatilité des prix alimentaires et de l'accès aux marchés agricoles. Le délégué a indiqué que les pertes alimentaires et les déchets alimentaires sont des concepts différents qui ne devraient pas figurer dans le même objectif, et a suggéré de supprimer la référence à « agriculture intelligente face au changement climatique ». Il a proposé que les MMCE donnent aux pays en développement une marge de manœuvre suffisante et évitent l'imposition de règles qui créent des obstacles à l'accès aux marchés.

L'Égypte, parlant également pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, a recommandé: de mentionner le droit à l'alimentation; de raccorder la résilience des pauvres avec le soutien technologique et financier aux pays en développement; et d'établir une distinction entre pertes alimentaires et déchets alimentaires.

L'Arabie Saoudite s'est opposée aux références à la réduction de l'intensité de l'utilisation des ressources dans le cadre de l'augmentation de la productivité alimentaire. L'Iran a plaidé pour un raccourcissement du sous-titre « Élimination de la faim et amélioration de la nutrition pour tous ». Le Japon a suggéré de faire référence à l'anémie chez les femmes enceintes et les femmes allaitantes, et a proposé une nouvelle cible axée sur la recherche et développement visant à augmenter la production agricole.

Le Pakistan a suggéré d'appeler au doublement de la production alimentaire, affirmant que l'accès suivra. Palau a déclaré que la question de la suralimentation, y compris l'obésité, doit être traitée dans un objectif. Le Bangladesh a déclaré qu'il n'est sûr de la signification de « agriculture intelligente face au changement climatique » et a suggéré de supprimer la référence. La Bolivie a suggéré de réduire la dépendance sur les semences génétiquement modifiées, a souligné que les intrants doivent être respectueux de l'environnement, et déclaré que les pays industrialisés assument une plus grande responsabilité pour les déchets alimentaires. Le délégué s'est opposé au terme « agriculture intelligente face au changement climatique », affirmant que la réduction des émissions n'est pas l'objet de la discussion du Groupe sur l'alimentation et la pauvreté.

La Tunisie a déclaré que les MMCE pourraient aborder les questions de la marge de manœuvre politique pour la sécurité alimentaire et du soutien aux pays en développement importateurs de produits alimentaires; et celles de l'accès des petits agriculteurs aux marchés et aux services financiers.

L'Islande, au nom du Bénin, du Burkina Faso, de la France, du Liechtenstein, de l'Allemagne, de la Mongolie, de la Namibie et du Qatar, a présenté des observations sur la question des terres et les sols dans tous les domaines d'intervention, et a proposé d'y ajouter des appels à une réduction « de x% de la dégradation des terres » et « de y% », des changements insoutenables de l'utilisation des terres ». Le délégué a suggéré de modifier l'appel à « des politiques durables d'utilisation des terres, d'ici 2020 » et de mettre à sa place un appel à « une gestion durable des terres ». Il a proposé aussi de placer, dans ce domaine d'intervention, la cible portant sur le thème d'un MNDT, et d'intégrer une cible axée sur les mesures de renforcement des capacités devant être prises pour restaurer ou réhabiliter les terres dégradées et inverser la dégradation des terres dans le domaine d'intervention consacré aux MMCE.

Au sujet de l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, Cuba a recommandé: la suppression du libellé appelant à la réduction de l'intensité de l'utilisation de l'eau, des produits chimiques et de l'énergie; et l'ajout de « dus aux modes de vie non durables » pour ce qui est des pertes et gaspillages alimentaires.

Le Costa Rica a suggéré d'ajouter des références à la réduction des subventions agricoles qui faussent le commerce, et d'ajouter « technologies durables » à la liste des intrants auxquels les petits agriculteurs et les petits pêcheurs devraient avoir accès à l'horizon 2030.

La Suède a suggéré de réduire l'utilisation de l'eau, de x%, des produits chimiques « toxiques », de y%, et de l'énergie, de z%, d'ici 2030, et a soutenu la reformulation de l'objectif consacré à une agriculture intelligente face au changement climatique, de manière permettant de voir des liens clairs entre le changement climatique et ses effets sur l'agriculture.

Le Salvador a souligné la nécessité d'aborder les questions des organismes génétiquement modifiés et des droits de propriété intellectuelle. Le Nigeria a appelé à l'élimination des subventions agricoles et des modalités commerciales qui faussent le secteur agricole. La Barbade, parlant pour la CARICOM, a appelé à une cible axée sur l'élimination des subventions néfastes, et a

déclaré que les MMCE pourraient aborder les filets de sécurité alimentaire, la volatilité des prix des denrées alimentaires et les systèmes d'approvisionnement en eau.

### **DOMAINE D'INTERVENTION 3. LA DYNAMIQUE SANTE ET POPULATION**

Mardi, la Bolivie, parlant au nom du G-77/Chine, a appelé au recrutement, à la formation et à la rétention des travailleurs du secteur de la santé. Le délégué a déclaré que la couverture maladie universelle et la santé et les droits sexuels et génésiques requièrent une marge de manœuvre des pays en développement, pour assurer l'investissement dans les budgets de santé.

Le Lesotho, parlant au nom du Groupe africain, a déclaré que l'ODD consacré à la santé doit « assurer la qualité de services de santé adéquats, abordables, accessibles et complets pour tous ». Le délégué a suggéré des cibles axées sur l'amélioration de l'espérance de vie, sur zéro mortalité infantile et juvénile et sur la fabrication pharmaceutique locale. Il a proposé que les MMCE comprennent le renforcement des capacités, les méthodes modernes de planification familiale et l'application des règles de circulation.

La représentante de Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM, a appelé à une réduction de 25% des maladies non transmissibles (MNT), d'ici 2025, à la dissociation des maladies non transmissibles des questions de santé mentale, à un financement pour la création de centres de santé en milieu rural et au renforcement des capacités.

Le délégué des Pays-Bas, parlant également pour l'Australie et le Royaume-Uni, a appuyé les objectifs de santé proposés, en y ajoutant des références aux personnes handicapées, à la préparation à l'apprentissage et à des aptitudes qui favorisent l'emploi et la croissance économique.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a accueilli favorablement le renforcement des objectifs de santé compte tenu du travail inachevé dans le cadre des OMD, et a proposé que les MMCE comprennent l'accès aux médicaments de base, le soutien à la recherche et l'amélioration des infrastructures de santé dans les pays en développement. Le Monténégro, parlant également pour la Slovénie, a mis l'accent sur la couverture universelle de santé, l'accès aux médicaments et aux vaccins, des services universels de santé sexuelle et génésique, les soins de longue durée pour les personnes âgées et les services de santé mentale.

Le Zimbabwe, parlant pour les États d'Afrique australe, a suggéré de maintenir les taux de mortalité infantile à moins de 20 décès pour 1000. La représentante a déclaré que la diarrhée doit être incluse dans la liste des épidémies devant être éliminées d'ici à 2030, qu'il est important de disposer de médicaments « de qualité », et que la contamination des aliments et les conditions de santé liés au tabac doivent être mises en exergue.

Le Canada, parlant également pour les États-Unis et Israël, a déclaré que la cible axée sur la prévention de la mortalité maternelle doit mettre un accent sur l'importance d'avoir des agents de santé qualifiés, que la cible axée sur les MNT pourrait être articulée autour d'une espérance de vie en bonne santé, et que la cible axée sur la couverture universelle de santé ne doit pas inclure « la protection du risque financier ».

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a suggéré d'inclure les groupes marginalisés et vulnérables dans la cible axée sur les épidémies. Le délégué a appelé à une cible distincte axée sur la prévention des maladies non transmissibles, et a proposé que la référence à la planification familiale comprenne les méthodes modernes « acceptables ».

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a souligné la nécessité de l'accès à la santé et aux droits sexuels et génésiques.

L'Indonésie, parlant au nom de la Chine et du Kazakhstan, a attiré l'attention sur le caractère abordable des médicaments génériques et sur l'amélioration des infrastructures de santé.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a accueilli avec satisfaction les cibles de santé proposées axées sur la couverture de santé universelle, l'atteinte de groupes vulnérables, la réduction des taux de mortalité maternelle, la promotion et la protection de la santé et des droits sexuels et génésiques des femmes et la réduction du recours irrationnel aux antibiotiques.

La Norvège, parlant également pour le Danemark et l'Irlande, a souhaité savoir si l'accès à la médecine devait être traité comme cible ou comme MMCE. La représentante a souligné aussi la nécessité de mettre l'accent sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Équateur, a suggéré de supprimer la référence à la promotion de la santé mentale; a soutenu le traitement de la toxicomanie dans une perspective de santé; et a proposé un texte appelant à l'augmentation de l'espérance de vie, notamment pour les groupes vulnérables, et les MMCE, à soutenir la recherche sur les maladies dans les pays en développement et l'amélioration des infrastructures de santé.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a déclaré que le domaine d'intervention devrait être centré sur l'être humain et axé sur l'équité. Le délégué a appelé, entre autres, à l'accès à des services de santé de qualité, à la protection contre l'appauvrissement dû aux coûts de la santé, et à la lutte contre l'abus de médicaments.

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a appelé à faire en sorte que les médicaments et les vaccins soient accessibles à tous, a soutenu la cible axée sur la pollution de l'air à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, et a déclaré que les MMCE pourraient inclure une référence au Fonds mondial sur le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Singapour, parlant également pour Chypre et les Émirats arabes unis, a apporté son appui à la référence à la santé mentale, précisant dans le libellé de la cible axée sur la santé génésique « dans le cadre des circonstances nationales », et a ajouté une cible axée sur une réduction, de moitié, du nombre des décès dus à des accidents de la circulation.

La Thaïlande, parlant également pour le Bhoutan et le Viet Nam, a mis l'accent sur la couverture maladie universelle et souligné l'importance d'avoir: des médicaments et vaccins essentiels disponibles et abordables; des services de santé sexuelle et génésique fondée sur le droit universellement reconnu à la santé; la santé émotionnelle, psychologique et mentale; et les accidents de la route dans le monde entier.

La Serbie, parlant également pour la Biélorussie, a déclaré que l'accès abordable aux médicaments est important.

Palau a souligné « le bien-être » comme étant l'ambitieux objectif du développement durable, et qu'il est plus que l'absence de maladie ou d'invalidité. Le délégué a déclaré que la mise en œuvre de la Convention-cadre pour la lutte antitabac permettrait de contrôler de nombreuses maladies non transmissibles.

Le Bénin, au nom des PMA, a souhaité voir toutes les cibles être liées à un calendrier. Le délégué a indiqué que son groupe insiste sur la formulation « droit à la santé physique et mentale, y compris la santé sexuelle et génésique », qui est le libellé convenu dans le Programme d'action d'Istanbul. Il a appelé à des cibles axées sur la réduction des coûts de migration et d'envoi de fonds.

Le Japon a donné la priorité à la couverture maladie universelle, y compris la fourniture de services de santé de base, d'une manière globale, et à la protection contre les risques financiers. L'Uruguay a pour priorité la santé sexuelle et génésique, l'augmentation des efforts dans la lutte contre les maladies non transmissibles, la coopération internationale et le transfert de technologie. Le Bangladesh a souligné l'importance du traitement et de la prévention du VIH/sida, de la vaccination et de l'accès à des médicaments abordables. Le délégué a appelé à la suppression de la « santé sexuelle et génésique ».

Le Costa Rica a déclaré que l'intitulé devrait se référer au « bien-être », que la cible principale doit être la couverture maladie universelle, et que la santé mentale doit y être intégrée. Le Pakistan a proposé de réduire les pertes humaines et économiques dues aux maladies d'origine hydrique, et des MMCE pour la couverture du coût d'acquisition des brevets internationaux sur les médicaments essentiels. L'Arabie saoudite a exprimé de fortes réserves, notamment sur les droits sexuels et génésiques et sur l'éducation sexuelle universelle.

Cuba a proposé une cible axée sur la diminution des décalages en matière d'espérance de vie, entre les pays, et des MMCE permettant de s'assurer de l'accès à des médicaments abordables. La République de Corée a souligné l'importance de la couverture maladie universelle, assortie d'une attention particulière aux plus marginalisés. L'Iran a plaidé: pour le remplacement de « marginalisés » par « vulnérables »; pour l'ajout d'une cible axée sur le transfert abordable de vaccins aux pays en développement; et pour l'établissement d'un mécanisme d'alerte précoce pour les questions de santé transfrontalières.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a plaidé pour une cible axée sur la santé, le bien-être et la dynamique sanitaire et démographique. L'Autriche a souligné l'accès universel aux droits et santé sexuels et génésiques de qualité, complets, intégrés et abordables, pour tous, ainsi qu'à la couverture de santé universelle. La Suède a appelé à des cibles quantitatives, a déclaré que la protection contre le risque financier est une partie importante de la cible axée sur la couverture maladie universelle, et que les médicaments doivent être sûrs et efficaces et pas seulement abordables. La représentante a appelé aussi à l'ajout de la dimension des droits à la cible axée sur la santé sexuelle et génésique.

Le Nigeria appelé à des cibles axées sur les flux migratoires, sur l'emploi des jeunes et sur la réduction de l'usage non thérapeutique des antibiotiques dans l'élevage. La Pologne a apporté son appui à la formulation actuelle du libellé consacré à la santé sexuelle et génésique.

L'Égypte a proposé de supprimer le qualificatif « complets » dans la référence aux soins de santé sexuelle et génésique, pour être en conformité avec le libellé retenu dans le cadre de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). Le délégué a indiqué que les MMCE pourraient inclure l'accès à des médicaments abordables et la souplesse prévues dans le cadre des ADPIC sur la production de médicaments génériques.

La Malaisie a appelé à une cible axée sur la réduction, de 50%, des accidents de la route à l'échelle mondiale, d'ici 2030. La Grèce a appelé à la promotion de la santé et du bien-être mental, des personnes handicapées et de la santé sexuelle et génésique.

#### **DOMAINE D'INTERVENTION 4. L'ÉDUCATION ET L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE**

Mardi, la Bolivie, parlant au nom du G-77/Chine, a déclaré que les ODD doivent mettre davantage l'accent sur des résultats d'apprentissage mesurables et sur des enseignants qualifiés, et pas seulement sur le nombre d'enfants bénéficiant d'une éducation.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a déclaré que les cibles devraient porter sur les migrants, les personnes handicapées et les populations autochtones, et sur l'investissement dans les infrastructures d'apprentissage. Les pays africains sont fortement attachés à l'enseignement supérieur, a précisé le délégué.

La représentante de Trinité-et-Tobago, parlant pour la CARICOM, a appelé à l'insertion de références aux marchés de l'emploi et aux objectifs convenus au niveau international.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a proposé d'étendre la cible portant sur l'accès à l'éducation pour s'y référer à tous les groupes vulnérables, et a appelé à l'élargissement des bourses d'enseignement supérieur destinées aux étudiants des pays en développement.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a appelé à une mention plus prononcée du besoin d'une focalisation sur l'apprentissage et l'éducation continue des adultes.

Le Zimbabwe, parlant au nom des États d'Afrique australe, a suggéré une cible distincte préconisant des taux d'achèvement des études de 100%.

Le Canada, parlant également pour les États-Unis et Israël, a souhaité une focalisation sur les résultats, y compris que les enfants commencent l'école primaire « prêts à apprendre ». Le délégué a proposé l'insertion d'une cible distincte axée sur l'enseignement secondaire, avec un accès pour tous les enfants, quelle qu'en soit la situation, pour englober ceux qui sont traditionnellement marginalisés.

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a déclaré que l'enseignement primaire gratuit et obligatoire est indispensable, et que les résultats d'apprentissage doivent être pris en

considération dans la conception des objectifs concrets. Le délégué a suggéré que la cible axée sur les programmes englobe « une approche interculturelle ».

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a appelé à une cible axée sur l'éducation et l'apprentissage pour tous, en tant que droit humain fondamental, tout en reflétant l'importance de l'éducation pour le marché du travail et l'emploi.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a déclaré que l'objectif consacré à l'éducation doit mentionner « les pauvres et les personnes plus vulnérables » ainsi que les personnes handicapées. La représentante a appelé à l'intégration des questions des modes de CPD et des technologies d'information et de communication (TIC) dans les programmes.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a déclaré qu'un objectif autonome, consacré à l'éducation, devrait être axée sur les jeunes générations et sur l'amélioration de la qualité de l'éducation pour tous, dans une perspective continue.

Le Danemark, parlant également pour la Norvège et l'Irlande, a mis l'accent sur l'accès à une éducation de qualité, apte à rendre les écoles plus sûres pour les filles, et sur la promotion des crèches et des classes de maternelle.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Équateur, a suggéré une cible axée sur la mise en œuvre de programmes qui éliminent les stéréotypes sexistes et qui traitent des handicapés, et des MMCE pour les bourses pour des études scientifiques, d'ingénierie et de gestion.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a déclaré que cet objectif devrait être articulé autour de l'accessibilité, de l'acceptabilité, de l'adaptabilité et de la disponibilité. Le délégué a précisé que l'éducation doit englober les questions du changement climatique, d'utilisation rationnelle de la biodiversité et de nutrition, et devrait chercher à éliminer les stéréotypes sexistes dans les programmes.

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a proposé de relier l'éducation et le marché du travail, et d'ajouter, s'agissant des MMCE, des cibles axées sur le renforcement des capacités. Singapour, parlant également pour Chypre et les Émirats arabes unis, a suggéré l'insertion d'une référence à l'apprentissage tout le long de la vie. Le Bhoutan, parlant également pour la Thaïlande et le Viet Nam, a plaidé pour une cible axée sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement, et à un partenariat mondial dans le domaine de l'éducation en tant que MMCE.

La Serbie, parlant également pour la Biélorussie, a mis en exergue l'apprentissage tout le long de la vie, et a suggéré une cible préconisant que, d'ici 2030, tous les élèves auraient des enseignants qualifiés et formés. Palau a proposé un environnement d'apprentissage « physiquement et mentalement » sain et sécurisé, pour tous les élèves. Le Bénin, parlant pour les PMA, a déclaré que les MMCE pourraient inclure des programmes d'échange d'étudiants, l'accès aux bibliothèques numériques, des installations modernes, des équipements adéquats et des enseignants qualifiés.

Le Japon a demandé qu'une attention particulière soit accordée à l'éducation pour le développement durable.

L'Uruguay a suggéré que l'objectif consacré à l'éducation porte sur une éducation primaire et secondaire de qualité qui soit obligatoire et gratuite pour les filles et les garçons. Le délégué a appelé à l'élimination de toutes les formes de discrimination.

Le Bangladesh a souligné la nécessité d'un équilibre à la fois dans les intrants et dans le résultat. Le délégué a plaidé pour un objectif distinct permettant de s'assurer que les politiques éducatives intègrent les besoins particuliers des groupes vulnérables.

Le Costa Rica a déclaré que les écoles devraient fournir les « dimensions physiques et mentales » d'environnements d'apprentissage sains et sécurisés. Le Pakistan a proposé de réintroduire une cible permettant de veiller à ce que chaque enfant, indépendamment de sa situation, ait accès à l'enseignement élémentaire. Cuba a proposé une référence à l'accès au marché du travail pour les personnes handicapées.

La République de Corée a déclaré que l'éducation doit être assurée pour au moins dix ans, et a proposé l'insertion de références à l'éducation en matière de compétences sociales et communicatives et à l'éducation en matière de citoyenneté mondiale. La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a plaidé pour la fourniture d'environnements d'apprentissage « physiquement et mentalement » sûrs.

Le Salvador a déclaré que les personnes handicapées et les jeunes migrants doivent être pris en compte dans les indicateurs, que la paix doit être incluse dans les programmes et que la question de la formation des enseignants doit être traitée. La Suède a plaidé pour des cibles quantitatives qui soient respectées par tout le monde, et a proposé une nouvelle cible stipulant que tous les adolescents atteignent leurs besoins en matière de connaissances à la fin de la scolarité obligatoire.

Le Nigeria a déclaré que les MMCE pourraient inclure l'échange de compétences et de technologies entre pays industrialisés et pays en développement. La Pologne a accueilli avec satisfaction les références aux groupes marginalisés et aux personnes handicapées.

L'Égypte a mis en garde contre l'utilisation de concepts controversés qui ne bénéficient pas d'accords internationaux, tant dans ce domaine d'intervention que dans celui consacré à la santé. La Grèce a proposé une référence à l'importance des liens entre l'éducation et l'emploi. L'Autriche a appelé à la mention de la formation professionnelle, de l'égalité de l'accès à l'éducation à tous les niveaux, de l'absence de violence dans les écoles, et de l'élimination des stéréotypes sexistes dans les programmes.

#### **DOMAINE D'INTERVENTION 5. ÉGALITE DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES**

Mardi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a réaffirmé sa position sur l'élimination de toutes les formes de violence fondée sur le sexe, sur la promotion de l'égalité des chances, pour les femmes, dans les processus décisionnels, et sur l'égalité dans l'accès aux services et à l'éducation, pour les femmes et les filles.

La Barbade, parlant pour la CARICOM, a appelé à une cible plus spécifique axée sur l'éducation des femmes et des filles, et à l'intégration de la qualité dans l'éducation. Le Zimbabwe, parlant pour les États d'Afrique australe, a proposé de

remplacer la référence à la santé sexuelle et génésique et aux droits en matière de reproduction par la formulation agréée de la CIPD.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a déclaré que la cible axée sur le travail de peine non rémunéré pourrait être fusionnée avec la cible axée sur l'égalité des chances d'emploi et un salaire égal pour les femmes. S'exprimant au nom de son pays, la représentante a plaidé pour le maintien de la référence aux droits sexuels et génésiques.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant aussi pour Palau et Nauru, les PEIDP et le Timor-Leste: a appelé à des services de soutien aux victimes de violence sexuelle; a mis en relief le droit des femmes et des filles à l'éducation; et a suggéré la révision de la cible axée sur les enfants et sur le mariage précoce et forcé, pour y inclure toutes les pratiques néfastes, notamment les mutilations génitales féminines (MGF).

Le Nigeria, parlant pour le Groupe africain, a appelé à l'élimination des mutilations génitales féminines et des mariages précoces, à l'amélioration des services de soins de santé pour les femmes, et à la garantie de l'accès à la propriété foncière et autres biens. Le délégué a indiqué que le travail de peine non rémunéré concerne les systèmes de valeurs des sociétés.

Le Pérou, parlant également pour le Mexique et au nom du Groupe des Amis de l'inclusion financière, a mis l'accent sur l'accès des femmes aux banques et autres services financiers. La Slovénie, parlant également pour le Monténégro, a déclaré: que l'intégration de la parité dans tous les domaines d'intervention devrait être renforcée; et que les garçons et les hommes doivent prendre part à l'élimination de la discrimination. L'Irlande, parlant également pour le Danemark et la Norvège, a proposé d'ajouter une référence aux MGF, et de s'assurer de l'accès universel aux droits sexuels et génésiques.

Le Royaume-Uni, parlant aussi pour les Pays-Bas et l'Australie, a suggéré de promouvoir l'autonomisation économique des femmes, l'égalité des droits à la propriété, et l'intégration de la parité dans chaque domaine d'intervention. En réponse à la demande du co-président sur la raison pour laquelle il n'a pas mentionné des dates cibles dans ses propositions, le délégué du Royaume-Uni a déclaré que les cibles devraient être atteintes dès maintenant, pas en 2030.

Chypre, parlant également pour Singapour et les Émirats arabes unis, a plaidé pour des cibles axées sur l'élimination de la discrimination et de la violence contre les femmes et les filles, et a appelé à des mesures plus complètes pour rendre les objectifs plus réalisables. La représentante a appelé aussi à l'élaboration de services abordables de garde d'enfants et de modalités de travail souples.

Israël, parlant également pour le Canada et les États-Unis, a soutenu les cibles axées sur l'élimination de la violence, sur l'accès et le contrôle des ressources naturelles, sur le mariage précoce et forcé et sur des données ventilées par sexe. La représentante a indiqué que l'accès à l'éducation et l'accès à l'emploi pourraient être couverts par des objectifs distincts. Les États-Unis et Israël ont plaidé pour un accent plus prononcé sur la santé sexuelle et génésique universelle.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Équateur, a proposé d'inclure des cibles axées sur: les politiques et pratiques de discrimination entre les sexes; l'impunité de la violence sexiste; la propriété et l'héritage de biens; et la participation et le leadership dans la prise de décision.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a encouragé l'idée de rendre compte des résultats de la 58<sup>e</sup> réunion de la Commission de la condition de la femme (CSW 58) dans les objectifs. Le délégué a proposé d'aborder toutes les formes de pratiques néfastes, notamment les mutilations génitales féminines. Au sujet du travail de peine non rémunéré, il a suggéré de promouvoir la sensibilisation du public et la responsabilité partagée.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a appelé au traitement des causes structurelles de l'inégalité entre les sexes, qui englobent notamment, a-t-elle dit: la violence, le mariage précoce et forcé, les écarts de salaire, le travail de peine non rémunéré et la participation inégale à la prise de décision.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a déclaré que la CSW 58 devrait constituer la base de ce domaine d'intervention, et a suggéré l'intitulé: « Assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et les droits humains des femmes et des filles ». Le délégué a appelé, entre autres, à l'élimination des MGF et des crimes d'honneur, et à une nouvelle cible axée sur l'engagement des hommes et des garçons dans la promotion de l'égalité des sexes.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a plaidé pour: une référence à la pleine réalisation des droits fondamentaux des femmes et des filles, dans l'intitulé; l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes et les filles dans les espaces publics et privés; le partage égal du travail non rémunéré, d'ici 2030; et le maintien de la cohérence avec les résultats de Rio+20 relatifs à l'objectif consacré à la santé génésique.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a suggéré de combiner les objectifs axés sur l'élimination de toutes les formes de discrimination et sur l'élimination de la violence contre les femmes et les filles. La représentante a apporté son appui à l'idée d'avoir un libellé appelant à l'accès universel aux services de santé, qui soit en conformité avec le texte de la CIPD.

La Thaïlande, parlant également pour le Bhoutan et le Viet Nam, a plaidé pour l'ajout d'un libellé garantissant les droits des femmes âgées.

Le Bangladesh a apporté son appui aux cibles axées sur l'élimination de la discrimination et de la violence contre les femmes et les filles et sur la promotion de l'égalité dans l'éducation et dans l'emploi pour les femmes et les filles. Le délégué a appelé à la suppression des cibles axées sur le mariage précoce et forcé, sur le travail de peine non rémunéré et sur le besoin de données ventilées.

La Pologne a proposé des cibles axées soit sur « la promotion et la protection de la santé sexuelle et génésique » soit sur l'accroissement de « l'accès aux services de santé sexuelle et génésique », et a soutenu l'idée de rendre compte de cette question dans un seul domaine d'intervention. Le Japon a suggéré de consolider les cibles axées sur l'éducation, l'emploi,

les ressources naturelles et les données dans divers objectifs. L'Inde a déclaré que l'accès devrait se concentrer sur les actifs productifs, a affirmé que mariage « précoce » est trop difficile à définir, a fait état des fondements culturels du travail de peine non rémunéré et a indiqué que la cible axée sur les données ventilées par sexe bénéficierait d'un soutien si le renforcement des capacités est fourni.

L'Iran a déclaré que la cible axée sur la santé et les droits sexuels et génésique ne devrait pas aller au-delà de la formulation convenue dans la Déclaration de Pékin et de la CIPD. La Roumanie a suggéré d'y ajouter les pratiques néfastes, notamment les mutilations génitales féminines, et a souligné le droit de posséder et d'hériter des biens immobiliers et fonciers et autres ressources et actifs productifs.

L'Arabie saoudite a déclaré qu'il n'y a pas d'accord sur la cible portant sur l'accès universel à la santé sexuelle et génésique et les droits en matière de reproduction, et qu'elle devrait, par conséquent être supprimée. Le délégué a appelé à plus de précisions sur le contrôle des actifs.

La Tunisie a déclaré que la perspective des droits de l'homme ne suffit pas pour atteindre l'égalité des sexes, et que les femmes en situation de vulnérabilité, comme l'occupation étrangère, ont besoin de soutien. Le délégué a proposé: des MMCE pour soutenir le développement rural, y compris la modernisation des infrastructures de base; la garantie de l'accès des femmes aux formes modernes de technologies de communication; et la protection des droits humains des mères.

Le Népal et les Maldives ont plaidé pour un objectif autonome sur la parité. Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a déclaré que la cible axée sur l'élimination de toutes les formes de discrimination devrait se référer, aussi, à « toutes les conditions sociales, économiques et culturelles ».

Malte a déclaré: que la cible axée sur l'égalité de l'accès à l'éducation devrait se référer, en particulier, aux niveaux primaire et secondaire; que la cible axée sur la santé génésique doit être « en conformité avec la CIPD »; et que l'expression « droits génésiques » est problématique.

La Lettonie a appelé à l'ajout d'une référence à l'autonomisation des filles dans cet objectif et dans tous les domaines d'intervention. Le Salvador a appelé à la fusion des cibles portant sur l'élimination de la violence et de la discrimination contre les femmes, précisant qu'elles devraient être des indicateurs et non les cibles. Le Costa Rica a plaidé pour l'insertion de libellés appelant au renforcement de la participation des femmes aux processus politiques et décisionnels, et à l'amélioration de leur accès aux établissements de soins pour réduire le fardeau du travail de peine non rémunéré.

La Suède a appelé à ce que toutes les références à l'horizon 2030 soient supprimées des cibles, vu que « la non-discrimination est en conformité avec les droits de l'homme et qu'elle doit être respectée immédiatement ». La représentante a appelé au traitement des fardeaux du travail de peine non rémunéré, de l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et génésiques, et de la ventilation des données par sexe.

La Finlande a appelé à placer les droits des femmes au centre du programme. La représentante a encouragé le placement d'un accent plus prononcé sur les droits humains dans l'ensemble du cadre, car cela contribuerait à éliminer les lois et pratiques discriminatoires, et l'octroi d'une meilleure attention aux besoins et les droits des filles.

L'Islande, parlant également pour la Nouvelle-Zélande et le Liechtenstein, a parlé du soutien exprimé par la CSW 58 en faveur d'un objectif autonome portant sur ce domaine d'intervention et de l'intégration de ce dernier dans les cibles et indicateurs de tous les autres objectifs.

L'Égypte a appuyé l'idée d'un objectif autonome sur l'égalité des sexes. S'agissant de la cible axée sur la santé et les droits sexuels et génésiques, le délégué a suggéré d'y ajouter « conformément à la CIPD ».

L'Autriche a suggéré d'ajouter le mot « filles » dans la cible axée sur l'élimination de la discrimination, et d'y inclure « les droits sexuels ». Le délégué a proposé d'y inclure aussi « de valoriser, réduire et répartir les travaux de peine et ménagers » non rémunérés.

Le Portugal a déclaré que la cible axée sur la santé génésique devrait être placée dans le domaine d'intervention consacré à la santé. La représentante a également déclaré que les cibles et les indicateurs seront essentiels pour le suivi de la mise en œuvre, et a suggéré d'ajouter une cible axée sur l'engagement des garçons et des hommes en faveur de la concrétisation de l'autonomisation des femmes.

Le Saint-Siège a déclaré que le résultat de Rio+20 ne fait aucune mention des « droits génésiques » et a ajouté que la cible appelant à l'égalité des femmes quant à la participation et le leadership dans les processus décisionnels au sein des institutions publiques et privées, devrait être supprimée.

L'Ouganda a apporté son appui à l'idée d'un objectif autonome sur l'égalité des sexes, et a déclaré que l'accès aux biens et aux ressources, devrait se concentrer sur les facteurs de production. La Grèce a suggéré l'insertion d'une référence à l'accès aux services financiers et bancaires, aux droits de propriété et aux marchés.

L'Éthiopie a plaidé pour l'inclusion de l'héritage, et ajouterait « la gestion des situations et environnements touchés par des conflit et des catastrophes » à la cible axée sur la participation et le leadership des femmes. La représentante a soutenu aussi la mention des pratiques néfastes et des mutilations génitales féminines.

Le Qatar a exprimé sa préoccupation que des propositions concernant les politiques de la famille ne soient pas reflétées dans le document de travail. Au sujet de la santé et des droits sexuels et génésiques, la représentante a suggéré d'éviter les questions qui ne bénéficient pas d'un accord universel.

Le Nigéria a appuyé l'idée d'un objectif autonome. Le délégué a signalé que l'horizon cible, 2030, pourrait s'avérer contre-productif, préférant voir les problèmes être éradiqués le plus tôt possible. Le délégué a fait part de ses préoccupations concernant les références au travail de peine non rémunéré et au mariage précoce, et a fait sien le point de vue du Saint-Siège sur la cible portant sur la santé et les droits sexuels et génésiques.

**DOMAINE D'INTERVENTION 6. L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT**

Mardi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a appelé à un accès équitable et sécurisé à l'eau potable qui soit gérée d'une manière intégrée. Le délégué a appelé à un soutien aux pays en développement par des ressources financières et un transfert de technologie.

La Barbade, parlant pour la CARICOM, a signalé l'absence d'un objectif consacré à l'assainissement, a plaidé pour des cibles axées sur la qualité de l'eau et sur son approvisionnement, et a accueilli avec satisfaction la référence à la prévention des risques de catastrophe (PRC).

Le Zimbabwe, parlant pour les Etats d'Afrique australe, a proposé une cible axée sur la fourniture de l'eau aux secteurs productifs, notamment, l'agriculture et l'industrie.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a déclaré que le document a perdu l'équilibre entre l'eau et l'assainissement, et a suggéré une cible ou des MMCE consacrées aux infrastructures et installations d'assainissement.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant aussi pour Palau et Nauru, les PEIDP et le Timor-Leste, a suggéré d'y ajouter les mesures d'atténuation et d'adaptation, et a appelé à l'éducation, à des compétences et au transfert de technologies appropriées abordable, spécifiques aux domaines de l'eau et de l'assainissement.

Le Nigeria, parlant pour le Groupe africain, a proposé de nouvelles cibles à atteindre: accroître la couverture dans les milieux rural et urbain, améliorer l'assainissement, de 100%, d'ici 2030; et réduire de x%, la mortalité et les pertes économiques découlant des catastrophes naturelles et de celles induites par l'Homme, liées à l'eau.

La Slovaquie, parlant également pour le Monténégro, a accueilli avec satisfaction l'inclusion du traitement des eaux usées.

Le Danemark, parlant également pour l'Irlande et la Norvège, a suggéré d'ajouter des références: à l'eau, aux installations sanitaires et d'hygiène; à l'utilisation de l'eau dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture; et à l'égalité de l'accès à l'eau en tant que ressource productive.

La Slovaquie, parlant également pour le Monténégro, a accueilli avec satisfaction l'inclusion du traitement des eaux usées.

Le Royaume-Uni, parlant aussi pour les Pays-Bas et l'Australie, a proposé d'ajouter des références à l'accès des personnes handicapées, à l'augmentation de la réutilisation sûre de l'eau et au renforcement de la gouvernance équitable et participative de l'eau.

Chypre, parlant également pour Singapour et les Emirats arabes unis, a déclaré que l'assainissement est sous-représenté dans le document de travail, et a proposé une cible axée sur l'élimination à la défécation en plein air ouvert.

Israël, parlant également pour le Canada et les Etats-Unis, a appuyé les propositions d'une cible distincte axée sur l'élimination de défécation en plein air et sur l'accès à l'assainissement. Le délégué a également mis l'accent sur: le traitement des eaux usées, l'utilisation efficace de l'eau et la réduction des déchets.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Equateur, a appelé à un objectif portant sur « L'eau et l'assainissement pour tous ». Le délégué a proposé de supprimer la cible axée sur l'efficacité de l'eau, et d'ajouter la « régénération des écosystèmes » dans la cible axée sur l'approvisionnement durable.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a mentionné le droit à l'eau potable et à l'assainissement, et la nécessité d'investir dans l'infrastructure et la technologie. Au sujet de la collecte et du stockage de l'eau, le délégué a fait état de diverses solutions.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie: a considéré l'eau potable et l'assainissement comme un droit humain; a appelé la première cible à inclure l'élimination de la défécation en plein air; et a souligné la nécessité d'une gouvernance de l'eau qui soit participative, équitable et responsable.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a accordé une priorité aux cibles qui mettent en exergue l'importance: de la réduction des inégalités aux niveaux du service; la qualité de l'eau; la quantité d'eau; la gestion des ressources en eau (GIRE); la protection des écosystèmes; et la réduction de l'impact des catastrophes liées à l'eau, découlant du changement climatique.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a déclaré que l'utilisation efficace de l'eau doit se référer à tous les secteurs productifs et pas uniquement au secteur agricole, et a proposé d'ajouter une cible axée sur la réduction de x% de la consommation non durable de l'eau dans les pays industrialisés. Le délégué a signalé que le résultat de Rio+20 ne mentionne pas la coopération transfrontalière.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a déclaré que l'APD restera importante pour cette question, a soutenu l'utilisation efficace de l'eau dans tous les secteurs et pas seulement dans l'agriculture, a suggéré de déplacer la cible axée sur l'investissement dans les technologies de collecte et de stockage des eaux vers la section consacrée aux MMCE, et soutenu une cible consacrée aux MMCE pour élargir le soutien international en faveur des technologies d'épuration.

La Thaïlande, parlant également pour le Bhoutan et le Viet Nam, a déclaré que le cycle de l'eau doit être prise en compte, que les cibles devraient protéger les ressources en eau contre la surexploitation, et que les communautés locales devraient être engagées lors des ripostes aux catastrophes.

Le Bangladesh a appuyé l'objectif consacré à l'eau, a appelé à l'insertion d'une référence supplémentaire aux communautés rurales, et d'une référence à l'amélioration du partenariat mondial pour les MMCE.

La Pologne a apporté son appui à des cibles portant sur l'eau potable salubre et l'hygiène abordables, sur l'utilisation efficace de l'eau et sur l'établissement d'un équilibre entre les trois dimensions du développement durable.

Le Japon a appuyé la plupart des objectifs, mais a suggéré que « gestion des eaux usées » devrait être remplacée par « traitement des eaux usées ».

L'Inde a déclaré que fixer des objectifs n'assure pas qu'ils seront atteints, que les pays en développement se trouvent face à des défis de taille, en matière de capacités et de

ressources. Le délégué a plaidé pour une cible distincte axée sur l'assainissement et pour la suppression de la coopération transfrontalière, et a préféré « réduire » au lieu de « éliminer » la pollution.

L'Iran a fait écho à l'appel à une perspective multilatérale. Le délégué n'a pas apporté son appui à une focalisation sur la coopération transfrontalière. Il a indiqué que les MMCE pourraient inclure l'accès à des ressources financières multilatérales pour les pays en développement, et un accès abordable aux connaissances, sciences, technologies et innovations pertinentes.

La Roumanie a exprimé son soutien à ce domaine d'intervention comme objectif autonome. La représentante a suggéré l'insertion d'une référence aux déficiences dans la cible axée sur l'accès universel, de rendre la GIRE participative, et d'ajouter un accent sur la protection et la restauration des écosystèmes forestiers et montagneux.

La Tunisie a suggéré de réduire le nombre de pays confrontés à la pénurie d'eau et le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en eau, à travers des cibles précises, soulignant que ces questions sont étroitement liées à la paix et à la sécurité au niveau international.

Le Népal a soutenu l'idée d'un objectif autonome consacré à l'eau. Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a plaidé pour le maintien de la cible axée sur la PRC, et a suggéré l'élaboration de projets d'eau et de drainage pourvus de normes appropriées de résistance aux dangers. La Lettonie a appelé à un accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, à un prix abordable, en particulier pour les femmes et les filles.

Le Salvador a déclaré que l'accès à l'eau devrait être plutôt pour « tous », que pour les femmes et les enfants uniquement. Le délégué a appelé à l'insertion de références à la PRC dans le domaine d'intervention consacré au changement climatique ou à la conservation et utilisation durable des ressources marines, des océans et des mers. La Suède a appelé à un objectif consacré à l'eau et portant sur « La gestion intégrée de l'eau, l'utilisation durable de l'eau, et l'assainissement ».

La Finlande a plaidé pour un objectif autonome dans ce domaine, et a encouragé le maintien de la référence à l'hygiène. La représentante a suggéré l'insertion d'une référence à l'élimination progressive des inégalités dans l'accès, et à l'élimination de la défécation en plein air. Soulignant que, seulement, un tiers des bassins ont des accords transfrontières, elle a appelé à un objectif global portant sur l'accroissement de ces dispositions.

L'Égypte, a propos de la cible axée sur l'accès universel, a suggéré l'insertion d'une référence aux sources d'eau non conventionnelles. Le délégué a également appelé à une cible axée sur la réduction du nombre de pays confrontés à la pénurie d'eau et du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté en eau.

L'Autriche a accueilli favorablement la référence à la coopération transfrontalière. Le délégué a suggéré d'y mentionner l'autonomisation des femmes et a proposé l'insertion d'une référence à la protection de la forêt et de la montagne. Le délégué des Maldives a souhaité savoir comment

la cible sur les technologies de captage et de stockage des eaux allait pouvoir être appliquée et a suggéré l'ajout d'une cible sur l'éducation en matière d'assainissement et d'hygiène. L'Ouganda a mis l'accent sur les infrastructures de l'eau et de l'assainissement, y compris la collecte et le stockage.

La Grèce a accueilli favorablement les cibles consacrées à l'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, et à la GIRE. La représentante de l'Éthiopie a appuyé l'idée de faire de l'eau et l'assainissement un objectif autonome, précisant qu'elle préférerait l'intituler: « Améliorer la disponibilité de, et l'accès à, l'eau potable et l'assainissement pour tous ». Elle a suggéré d'y faire référence à la gouvernance responsable de l'eau. Le Nigeria a fait siennes les préoccupations d'autres délégations au sujet de la référence à la coopération transfrontalière.

### **DOMAINE D'INTERVENTION 7. L'ENERGIE**

Mercredi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a mis en exergue l'accès universel à des services énergétiques modernes, et a déclaré que les pays industrialisés doivent prendre l'initiative d'assurer une consommation durable et équitable des ressources énergétiques limitées.

Le délégué de Trinité-et- Tobago, parlant pour la CARICOM, a souligné l'importance de fournir des services énergétiques modernes aux PEID.

Nauru, parlant au nom de l'AOSIS, a appelé à un calendrier accéléré pour les investissements dans les énergies renouvelables et dans l'utilisation efficace de l'énergie.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a soutenu l'idée d'avoir un objectif consacré à l'énergie, assorti de cibles intermédiaires axées sur la transformation des infrastructures d'énergie, sur l'accessibilité et l'abordabilité, et sur la part des énergies renouvelables dans le panier énergétique mondial.

La Zambie, parlant pour les pays en développement sans littoral, a proposé des cibles consacrées aux infrastructures d'énergie, axées sur l'accroissement de l'offre et la transmission d'une énergie moderne et renouvelable.

Le Zimbabwe, parlant pour les États d'Afrique australe, s'est dit d'avis avec l'objectif consacré à l'énergie, tel que formulé, a proposé une cible axée sur la garantie de l'accès universel à des services énergétiques durables, d'ici 2025, et a déclaré que la cible axée sur l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le panier mondial devrait être guidée par résultats de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a appelé à restituer les cibles figurant dans le projet de texte précédent. Chypre, parlant également pour Singapour et les Emirats Arabes Unis, a soutenu l'idée d'un objectif autonome consacré à l'énergie.

Le Bénin, parlant pour les PMA, a déclaré que l'augmentation de la part de l'énergie à faible ou zéro émission, exigera le transfert de ces technologies, et que l'élimination des subventions accordées aux combustibles fossiles n'est pas pertinente pour les PMA. Le délégué a proposé une cible axée sur le recours à des sources d'énergie renouvelables pour la production d'électricité.

L'Australie, parlant également pour les Pays-Bas et Royaume-Uni, a appelé à un objectif combinant l'énergie et l'infrastructure, et a soutenu l'investissement dans le transport sûr et durable, et la résilience aux catastrophes et au changement climatique.

Palau, parlant pour Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les PEIDP et le Timor-Leste, a appelé à un accès universel à l'énergie durable, d'ici à 2030, et à faire en sorte que les cibles soient compatibles avec les principes de pollueur-payeur, de précaution et de responsabilités communes mais différenciées. Le Monténégro, parlant également pour la Slovénie, a accueilli avec satisfaction les cibles axées sur les énergies renouvelables, sur l'efficacité énergétique et sur l'accès universel. Le Canada, parlant également pour les Etats-Unis et Israël, a déclaré que l'objectif consacré à l'énergie doit se référer au doublement de la part des énergies renouvelables dans la mise en place des divers systèmes énergétiques.

La Bulgarie, parlant également pour la Croatie, a souligné la nécessité d'accroître l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.

L'Indonésie, parlant également pour le Kazakhstan et la Chine, appuyant l'appel à « augmenter de manière significative » le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique, a déclaré que la cible axée sur l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles ne doit pas être incluse. La représentante a proposé d'ajouter des cibles axées sur la réduction de la consommation d'énergie par habitant dans les pays industrialisés et sur l'élimination des obstacles entravant l'accès des pays en développement aux technologies d'énergie propres.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a souligné l'importance des partenariats pour les questions d'énergie. La Suisse, parlant également pour l'Allemagne et la France, a déclaré que l'initiative Energie durable pour tous (SE4ALL), du Secrétaire général de l'ONU, propose une approche qui peut servir de base, et a plaidé pour des cibles axées sur des environnements locaux et nationaux favorables, et sur la rationalisation et l'élimination progressive des subventions accordées aux combustibles fossiles inefficaces.

L'Equateur, parlant également pour l'Argentine et la Bolivie, a proposé de supprimer les références à l'énergie moderne et durable, à l'énergie propre et à l'élimination des subventions aux combustibles fossiles. Au sujet des MMCE, il a appelé à la mise en place d'un mécanisme de facilitation de la technologie, d'ici 2017.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a déclaré que les MMCE sont essentiels pour la réalisation de ces objectifs, et a demandé une indication sur la contribution requise de chaque groupe de pays, pour atteindre les objectifs mondiaux.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a souhaité laisser les pays déterminer leurs propres objectifs chiffrés, et a suggéré de remplacer « biomasse » par « la bioénergie ». Le délégué a proposé que la cible axée sur l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles doive se référer à la garantie de l'accès des plus pauvres à l'énergie. Les MMCE doivent inclure l'investissement public et privé.

La Norvège, parlant également pour l'Irlande et le Danemark, a déclaré que les cibles axées sur les énergies renouvelables, l'accès et l'efficacité énergétique, sont cruciales pour le cadre des ODD, et a appelé à une cible axée sur l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles nuisibles.

L'Iran a appelé à la suppression des pourcentages précis mentionnés dans les cibles. La Nouvelle-Zélande, parlant également pour l'Islande et le Liechtenstein, a déclaré que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes devraient être intégrées dans l'objectif consacré à l'énergie, et a proposé une cible axée sur ce thème. Le Japon a appelé à une « phase de rationalisation des subventions aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation ».

L'Arabie Saoudite n'a pas apporté son appui à l'idée d'un objectif autonome consacré à l'énergie. Le délégué a souligné la préférence de sa délégation de remplacer la référence aux technologies énergétiques à faible ou zéro émission par « technologies de combustibles fossiles plus propres ».

La Pologne, parlant également pour la Roumanie, a préféré plutôt « augmenter » que « doubler » la part des énergies renouvelables.

Le Bangladesh a suggéré de supprimer les références à énergies « modernes ». Le délégué a indiqué que la garantie d'un accès universel et l'augmentation de la part des technologies énergétiques propres dépendront des MMCE.

L'Inde a proposé une cible axée sur la réduction de la consommation d'énergie dans les pays industrialisés. Le délégué a déclaré que le fardeau de l'augmentation de la part des énergies renouvelables et de l'amélioration, pèse de manière disproportionnée sur les pays en développement.

La Serbie, parlant également pour la Biélorussie, a appuyé les trois premiers objectifs estimant qu'ils sont compatibles avec l'initiative SE4ALL.

L'Egypte a déclaré qu'il est difficile de savoir comment certains des objectifs abordés (l'accès universel et la part des énergies renouvelables) vont pouvoir être traduits en produits livrables au niveau national. Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a appelé à un accès universel à des services énergétiques « de haute qualité », a suggéré d'améliorer l'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel, et a appelé à l'élimination des « tarifs d'électricité » qui donnent lieu au gaspillage, ainsi que des subventions aux combustibles fossiles. La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a soutenu l'élimination progressive des combustibles fossiles « inefficaces ».

Le délégué des Maldives a souligné l'urgence d'accroître la part de l'énergie renouvelable dans le mix global, affirmant que « nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre 2030 ». La Suède a appuyé l'accès universel des « femmes et les hommes » à des services énergétiques modernes durables. Le Nigeria a suggéré de fusionner les questions relatives à l'énergie, à l'infrastructure et à l'industrialisation, et d'y inclure des références à un partenariat mondial.

La Lettonie a soutenu les références à l'égalité des sexes et à l'économie créative. L'Autriche a soutenu un objectif autonome consacré à l'énergie et une cible axée sur l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles. Le

délégué a suggéré de placer un accent sur la participation des femmes dans la prise de décision sur l'énergie. L'Éthiopie a soutenu l'idée d'un objectif consacré à l'énergie, et a déclaré que les cinq cibles intéressent à la fois les pays industrialisés et les pays en développement.

### **DOMAINE D'INTERVENTION 8. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, L'EMPLOI ET L'INFRASTRUCTURE**

Mercredi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a exprimé sa préoccupation que la croissance économique, l'emploi et l'infrastructure soient présentés sous forme de seul et même objectif, et qu'il y manque la mention de 'soutenue' dans la croissance économique. Le délégué a déclaré que le revenu de 40% de la frange inférieure de la société doit augmenter plus que le revenu moyen du pays. Il a également souligné la réalisation de « plein emploi », le traitement de la question de l'emploi des jeunes et l'octroi d'une priorité au développement des petites et moyennes entreprises (PME). Il a suggéré de fournir un accès à 100% des populations rurales aux infrastructures et services de base.

Le délégué de Trinité-et- Tobago, parlant pour la CARICOM, a appelé à l'insertion de références aux « micro-, petites et moyennes entreprises », et à des politiques permettant de réduire le coût des envois de fonds.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a déclaré que la croissance devrait être respectueuse du climat et résiliente au changement climatique, et a appelé à la définition de « l'emploi des jeunes » pour éviter toute confusion avec le travail des enfants.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a déclaré que l'infrastructure devrait être intégrée dans l'objectif consacré à l'industrialisation, et qu'un autre objectif axé sur la croissance économique, l'emploi et le travail décent pour tous devrait se concentrer sur les capacités productives des pays en développement.

La Zambie, parlant pour les PDSL sans littoral, a proposé de se concentrer sur le développement de l'infrastructure dans les secteurs clés des pays en développement enclavés, et de parvenir à une intégration économique régionale plus profonde.

Le Zimbabwe, parlant pour les Etats d'Afrique australe, a soutenu l'objectif consacré à la croissance économique et à l'emploi, tel que formulé, et a proposé une cibles axée sur la réalisation du plein emploi et du travail productif et décent pour tous, d'ici à 2030.

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a déclaré que l'emploi et la croissance économique devraient constituer des objectifs distincts, tandis que l'infrastructure pourrait être intégrée sous forme de cible intermédiaire à atteindre. La représentante a proposé une cible ou des MMCE axée sur des moyens, outre le produit intérieur brut (PIB), de mesurer les progrès accomplis vers le développement durable.

Chypre, parlant également pour Singapour et les Émirats arabes unis, a signalé des chevauchements entre certains objectifs.

Le Bénin, parlant pour les PMA, a préféré des objectifs autonomes distincts consacrés à ces trois thèmes. S'agissant de la croissance économique, le délégué a déclaré que l'augmentation de la productivité dans les PMA exige le recours à de nouvelles technologies et que la réduction des déchets et des émissions ne

s'applique pas aux pays les moins avancés. Au sujet de l'emploi, il a indiqué que les MMCE pourraient inclure des technologies riches en emplois. A propos de l'infrastructure, il a mis en relief le besoin de services énergétique modernes, des moyens de transport et de communication durables et le tourisme.

L'Australie, parlant également pour les Pays-Bas et le Royaume-Uni, a favorisé l'augmentation: de l'investissement et de la concurrence; de la part de marché des pays en développement; de l'investissement étranger direct dans les PMA; des services financiers; et de la productivité des ressources.

Palau, parlant également pour Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les PEIDP et le Timor -Leste, a appelé à la reconnaissance du rôle salubre des océans et des mers durables dans l'emploi et la croissance économique.

Le Pérou, au nom du Groupe des Amis de la Culture au service du développement, a appelé à une référence à la créativité dans l'emploi et la productivité, et a appelé à une cible portant sur l'élargissement de l'accès aux secteurs financiers.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a plaidé pour une cible axée sur la formalisation de l'emploi informel et sur l'élargissement des opportunités d'emploi non agricole dans les zones rurales. Le délégué a indiqué que l'objectif de l'infrastructure doit prendre en compte la perspective de cycle de vie.

Le Canada, parlant également pour les Etats-Unis et Israël, a déclaré que l'objectif consacré à l'énergie devrait doubler la part des énergies renouvelables.

L'Indonésie, parlant également pour le Kazakhstan et la Chine, a plaidé pour un objectif autonome portant sur la croissance économique inclusive et pour des cibles axées sur la croissance soutenue du revenu et de la productivité par habitant, dans les pays en développement, et sur le renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques proposées.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a déclaré qu'il devrait y avoir une référence aux femmes, que la formulation « secteurs à forte productivité » devrait être définie, et que des références aux migrants et aux systèmes inclusifs pour les personnes vulnérables, devraient être ajoutées.

La Suisse, parlant également pour l'Allemagne et la France, a encouragé la fusion des domaines d'intervention consacrés à la croissance économique et à l'industrialisation, et l'intégration de la croissance verte inclusive, de l'innovation, du travail décent, de la démographie et du changement climatique dans le domaine d'intervention. Le délégué a déclaré que les questions d'infrastructure pourraient être incluses dans le domaine d'intervention consacré aux établissements humains.

L'Equateur, parlant également pour l'Argentine et la Bolivie, a proposé d'ajouter le transport durable, de supprimer les cibles portant sur une réduction, de moitié, des taux de chômage des jeunes et sur l'amélioration de la productivité des ressources et de l'énergie, et d'ajouter une référence à la sécurité sociale pour le secteur informel. Les MMCE pourraient inclure un mécanisme mondial des Nations Unies pour la facilitation de la technologie.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a préféré mettre davantage l'accent sur la croissance économique et les infrastructures. Le délégué a souhaité

voir rétablies les cibles axées sur: la croissance annuelle; la proportion de pays en développement passant au niveau suivant de leur évolution; des moyens durables de transport et de communication; et des infrastructures transfrontières.

Le Brésil, également pour le Nicaragua, a déclaré que le legs le plus important de Rio+20 est de mettre l'éradication de la pauvreté et l'insertion sociale au centre du développement durable, et que les ODD devraient rendre compte de cette réalité. Le délégué a suggéré de combiner l'infrastructure avec l'industrialisation, et de rétablir le thème de l'égalité dans un objectif distinct. En outre, l'emploi devrait être rétabli dans un domaine d'intervention séparé.

L'Irlande, également pour la Norvège et le Danemark, a appelé à une cible sur la pleine participation des femmes dans l'économie, à une concentration sur la croissance économique des plus pauvres, à la réduction du chômage des jeunes, à la prise en compte des emplois verts et décents, et à la protection sociale.

L'Iran a déclaré qu'en y fusionnant d'autres thèmes, le domaine d'intervention consacré à la croissance économique s'en est trouvé dilué. Le délégué a indiqué aussi que la répétition de la question de l'emploi dans plusieurs domaines d'intervention n'apporte aucune valeur ajoutée.

Le Japon a déclaré qu'il est difficile de fixer une date butoir précise pour la réduction du chômage des jeunes, et a proposé de souligner, en revanche, qu'il devrait être réduit de x%. L'Arabie Saoudite a proposé de supprimer la cible axée sur la productivité des ressources, qui risque « d'imposer un plafond » au développement des pays. La Pologne, également pour la Roumanie, a soutenu les références à l'emploi et à l'intégration de l'infrastructure.

Le Bangladesh s'est opposé à la fusion de ces trois thèmes dans un seul et même domaine d'intervention. Le délégué a déclaré que le travail des enfants est déjà examiné par l'Organisation internationale du Travail (OIT), et que l'énergie et la productivité des ressources exigent le partenariat.

L'Inde a fortement insisté pour que les questions d'emploi et d'infrastructure soient réintégrées en tant que domaines d'intervention distincts. Le délégué a ajouté que la croissance économique soutenue est un sous-ensemble du développement durable; et que, par conséquent, elle n'a pas besoin d'être qualifiée de « durable ».

Le Pérou, parlant également pour le Mexique, a suggéré des cibles axées sur le renforcement du lien entre les catastrophes et la croissance économique. La Roumanie, également pour la Pologne, a soutenu l'ajout d'une cible axée sur l'autonomisation économique des femmes. La Serbie, également pour la Biélorussie, a déclaré que la croissance économique et l'emploi devraient figurer dans un objectif autonome, tandis que l'infrastructure pourrait être fusionnée avec le domaine d'intervention consacré à l'industrialisation.

La Tunisie a suggéré de scinder ce domaine d'intervention en trois, bien que l'infrastructure puisse aussi être liée à l'industrialisation. Le délégué a appelé à l'ajout de cibles MMCE portant sur la diversification de l'économie des pays en développement et l'amélioration de leur compétitivité.

Le Pakistan a déclaré que l'infrastructure est essentielle pour l'ensemble des trois piliers du développement durable, et a souligné l'importance du secteur manufacturier. Le co-président Kamau a indiqué que cette suggestion semblait être pour des pays particuliers, alors que les objectifs doivent être mondiaux. Le Pakistan a mentionné les conclusions de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sur l'importance de passer de la production des produits de base à l'industrialisation, en augmentant la part du secteur manufacturier, soulignant que cela devrait, par conséquent, constituer un objectif international si le but global est la réduction de la pauvreté.

L'Égypte a énuméré plusieurs MMCE possibles relatifs à ces domaines, dont l'APD et d'autres sources de financement, l'allègement de la dette et des conditions commerciales préférentielles, et un mécanisme mondial des Nations Unies pour la facilitation de la technologie et sa mise en œuvre d'ici 2017.

Le Kazakhstan a souligné la nécessité d'une cible sur la planification et la construction d'infrastructures d'énergie, avec l'aide internationale et des soutiens financiers. Le Salvador a appuyé l'ajout de références aux groupes « vulnérables » et aux pays à revenu intermédiaire dans les cibles, et l'élaboration d'indicateurs multidimensionnels, outre le PIB.

La Suède a suggéré une cible appelant x% de l'activité économique à promouvoir des modes durables de production et de consommation, notamment à travers une approche tenant compte du cycle de vie, et une cible appelant à des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux. La représentante a déclaré que les pires formes de travail des enfants doivent être éliminées immédiatement.

La Finlande a soutenu les cibles portant sur les questions structurelles et la dette, et sur l'amélioration de la croissance économique au-delà du PIB. La représentante a signalé que plusieurs cibles figurant dans le domaine d'intervention consacré à l'industrialisation pourraient être incluses dans ce domaine d'intervention.

La Grèce a suggéré d'ajouter une référence à l'élimination du « fossé, en matière d'emploi, entre les personnes handicapées et la population en général », et a soutenu l'ajout de références à la créativité. Le Costa Rica a suggéré d'encourager la formalisation des activités du secteur informel et l'élaboration des critères, outre le PIB, capables de mesurer les progrès, et a proposé une cible axée sur l'investissement dans la résilience aux catastrophes et au changement climatique.

L'Autriche a déclaré que le domaine d'intervention devrait inclure le droit au travail et le droit à la sécurité sociale. Le délégué a mis en exergue l'emploi pour les personnes handicapées, les emplois verts, et les droits des travailleurs domestiques.

L'Éthiopie a appelé à une cible axée sur la réalisation d'une croissance économique annuelle d'au moins 10%, pour les PMA, et a appuyé les suggestions de l'Égypte à propos des MMCE.

La Jordanie a proposé de traiter la transition des jeunes dans le marché du travail. La représentante a présenté de nouvelles cibles axées sur la protection sociale des employés et sur la reconnaissance de la valeur sociale du travail.

## DOMAINE D'INTERVENTION 9. L'INDUSTRIALISATION ET LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES NATIONS

Mercredi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a appelé à soutenir les pays en développement à se doter d'une industrialisation durable et inclusive. Le délégué a proposé des MMCE pour les ressources et aides financières internationales, les prêts concessionnels aux pays en développement, l'accès au marché, l'accès aux technologies à des prix abordables, et le commerce international.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a déclaré que cet objectif devrait inclure l'infrastructure, et a décrit des cibles axées sur un développement industriel durable et riche en emplois, et sur l'augmentation de la transformation des matières premières au niveau national. Au sujet des inégalités entre les pays, le délégué a appelé à rendre les institutions internationales plus démocratiques.

Le Bénin, pour les PMA, a appelé à ce que les cibles axées sur l'infrastructure et les inégalités, ainsi que sur le transfert de technologie vers les PMA, soient chiffrées. Le délégué a proposé des cibles portant sur une transformation économique structurelle et sur un soutien accru en faveur des PMA.

La Barbade, parlant pour la CARICOM, a déclaré que le thème de l'égalité devrait être intégré dans tous les objectifs. La représentante a appelé à l'inclusion des micro-entreprises dans le concept des PME.

La représentante des Etats-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a appelé à aborder la question des inégalités dans d'autres domaines d'intervention. Elle a proposé que les cibles axées sur l'industrialisation devraient se concentrer sur la croissance économique stratégique et pas seulement sur les secteurs industriels, et a proposé des cibles portant sur: l'investissement dans l'infrastructure; la création d'un environnement favorable aux entreprises et l'esprit d'entreprise; la recherche et le développement; l'éducation fondée sur la demande; et des marchés du travail dynamiques.

Le Zimbabwe, pour les Etats d'Afrique australe, a appelé à des cibles axées sur l'augmentation des emplois manufacturiers décents et sur la réduction, de y%, du montant de l'utilisation des produits chimiques et des déchets engendrés.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovénie, a accueilli favorablement la cible éventuelle axée sur la réduction de l'usage nocif de produits chimiques, mais a suggéré de prêter une plus grande attention aux alternatives durables.

Le Nicaragua, également pour le Brésil, a déclaré que le fossé entre pays industrialisés et pays en développement ne se limite pas au secteur de l'industrialisation, et a plaidé en faveur d'un domaine d'intervention autonome pour l'égalité. Le délégué a proposé une cible consacrée à l'infrastructure et à l'industrialisation et axée sur le transport fiable et durable et sur l'application de réformes des quotes-parts et de la gouvernance du Fonds monétaire international.

Le Viet Nam, parlant également pour le Bhoutan et la Thaïlande, a mentionné le besoin de MMCE importants pour la mise en œuvre des politiques existantes, et a suggéré de faire en sorte que la cible axée sur les capacités technologiques plus tournée vers l'action.

Le délégué des Emirats arabes unis, parlant également pour Chypre et Singapour, n'a pas apporté son appui à l'idée d'un objectif autonome sur l'inégalité. Il a déclaré que les éléments de la cible axée sur l'utilisation efficace des ressources pourraient devenir des indicateurs permettant de mesurer la productivité des ressources.

La Pologne, parlant aussi pour la Roumanie, a accueilli favorablement le libellé sur l'utilisation efficace des ressources, la gestion des déchets et des produits chimiques et les produits respectueux de l'environnement.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et de l'Equateur, a mis l'accent sur l'égalité entre les nations. La représentante a également précisé que la cible axée sur l'utilisation efficace des ressources ne prévoit pas de différenciation.

La Bulgarie, intervenant également au nom de la Croatie, a déclaré que l'égalité est un thème transversal, et que l'industrialisation doit être considérée comme un pilier de la croissance économique. La Colombie, également pour le Guatemala, a déclaré que les cibles axées sur l'industrialisation devraient être incluses dans le domaine d'intervention consacré à la croissance économique ou à la CPD, aux fins de consolider le nombre d'objectifs.

La Belgique a souligné l'importance des interactions entre les divers domaines d'intervention, et a appelé à une plus grande attention sur les inégalités au sein des pays. La Norvège a déclaré que l'industrialisation serait mieux couverte dans le cadre de l'objectif consacré à la croissance économique, mais que les trois piliers du développement durable sont mieux pris en compte dans ce domaine d'intervention.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a proposé d'ajouter des cibles axées sur l'accroissement de la diversification économique, et le besoin de veiller à ce que les résultats de la recherche et développement soient accessibles aux pays en développement. Le délégué des Pays-Bas, parlant aussi pour le Royaume-Uni et l'Australie, a déclaré que les cibles figurant dans le cadre de ce domaine d'intervention pourraient être déplacées vers d'autres domaines d'intervention, et a appelé à un rôle important pour le secteur privé dans la réalisation des objectifs.

L'Espagne, également pour l'Italie et la Turquie, a déclaré que le thème de l'industrialisation pourrait être abordé dans d'autres domaines d'intervention. Le Japon a indiqué que la question de l'égalité à tous les niveaux est importante pour les ODD, mais qu'il n'était pas sûr que le concept doive être fusionné avec l'industrialisation.

L'Inde a approuvé les appels à un domaine d'intervention autonome consacré à l'inégalité. Les objectifs pourraient traiter de l'atteinte du niveau de développement économique suivant, et de l'ajout d'une valeur aux matières premières à travers leur transformation et manufacture au niveau national.

L'Arabie saoudite a déclaré que la cible axée sur l'utilisation efficace des ressources risquait « d'imposer un plafond » à l'industrialisation. Il a proposé de supprimer la cible axée sur mise en conformité des industries.

L'Iran a accueilli favorablement les suggestions sur le traitement de la question de l'égalité entre les nations, notamment pour s'assurer que les règles et réglementations commerciales soient compatibles avec les objectifs des pays en développement, et pour établir, au niveau mondial, des mesures visant à réduire les inégalités.

Le Népal a déclaré que la question de l'inégalité, doit être abordée avec beaucoup d'attention, car elle est l'un des problèmes les plus importants auxquels l'humanité se trouve confrontée. Le Gabon a proposé une cible stipulant: « Améliorer, d'ici 2020, la responsabilité et l'imputabilité sociale à l'égard de la certification internationale juridiquement contraignante, dans la gestion des industries ».

L'Égypte a appelé au traitement de la question de l'égalité entre les pays, et a encouragé les pays industrialisés à prendre les devants quant à la fourniture de ressources financières et au transfert de technologie.

Le Salvador a appelé les cibles à prendre en compte l'égalité à la fois entre les pays et au sein des pays. L'Afrique du Sud a suggéré que la protection de la marge de manœuvre au niveau national devrait prendre en ligne de compte les circonstances nationales. Le Costa Rica a proposé une cible axée sur la promotion de la croissance de la capacité manufacturière, et a suggéré d'ajouter un domaine d'intervention consacré à l'inégalité.

#### **DOMAINE D'INTERVENTION 10. LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS**

Mercredi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a traité du besoin de politiques inclusives au niveau urbain, qui soient centrés sur l'être humain, et de la promotion d'un environnement politique local approprié pour les investissements.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a soutenu l'objectif, mais a proposé de renforcer les liens entre les villes, les zones périurbaines et les zones urbaines.

Le Bénin a souligné la nécessité de s'assurer de la sécurité de la propriété foncière, de l'accès universel à un logement convenable et abordable, de l'élimination des conditions des bidonvilles, partout, et de la fourniture d'un appui financier et technique aux PMA. La Barbade, pour la CARICOM, a déploré l'absence de repères comparatifs dans les cibles axées sur les villes et les établissements humains, et a déclaré que de nouvelles infrastructures devraient être accessibles dans toutes les villes.

La représentante des États-Unis, parlant aussi au nom du Canada et d'Israël, est restée ouverte à un objectif consacré aux villes et établissements humains, mais a exprimé sa préoccupation à propos de la séparation artificielle entre les questions urbaines et rurales. Elle a appelé à des cibles axées sur: une réduction, à hauteur de 50%, des déchets non-biodégradables, notamment les plastiques; l'accroissement de l'utilisation efficace de l'eau dans les zones agricoles et les zones urbaines; et la réduction des décès dus aux accidents de la route.

Le Zimbabwe, parlant pour les États d'Afrique australe, a suggéré d'ajouter une cible axée sur l'éradication de l'itinérance et la suppression de la référence à l'élimination des conditions de type bidonville.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a suggéré d'insérer, dans le cadre du domaine d'intervention consacré à l'agriculture, une référence à l'importance d'avoir des quartiers verts et des opportunités d'emploi non-agricole.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a déclaré: que « l'empreinte écologique » n'est pas un concept approuvé, et qu'il devrait, par conséquent, être supprimé, et a proposé d'y apporter la cible axée sur des processus décisionnels participatifs figurant dans le domaine d'intervention consacré à des sociétés pacifiques et inclusives.

La Suisse, parlant également pour l'Allemagne et la France, a apporté son appui à l'objectif. Le délégué a appelé à une cible distincte sur la qualité de l'air et aux maladies liées à la pollution atmosphérique. Le délégué des Emirats Arabes Unis, parlant également pour Chypre et Singapour, a soutenu fortement l'objectif, a souligné l'importance des transports en commun et a suggéré une cible combinée appelant à « des communautés cohésives ».

La Pologne, également pour la Roumanie, a apporté son appui à l'accès universel, et a suggéré de souligner les liens entre les villes et les zones rurales. L'Argentine, également pour la Bolivie et l'Équateur, s'est déclarée d'avis avec la nécessité de mettre davantage l'accent sur les zones rurales. La représentante a appelé à une clarification de « empreintes écologiques ».

La Bulgarie, parlant également pour la Croatie, a appelé à rendre compte du thème des villes dans plusieurs objectifs pertinents. La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a déclaré que les cibles axées sur les villes et les établissements humains devraient inclure la réduction de la pollution urbaine, et a appuyé la proposition des États-Unis de réduire les déchets non biodégradables.

La Norvège a apporté son appui aux objectifs appelant: à l'accès universel à un logement convenable et aux services de base; à l'élimination des conditions de type bidonville; à des moyens de transport sécurisés et durables; à la planification et gestion urbaine; et à une gouvernance locale efficace et responsable.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a suggéré de supprimer la référence à « de type bidonville » et d'ajouter des cibles axées sur la réduction des risques découlant d'autres domaines d'intervention, et d'insérer un libellé portant sur le développement et la fourniture de moyens de transport fiables et durables.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a proposé des cibles axées sur l'élaboration d'un indicateur de qualité de vie pour les villes, et sur la reconnaissance des besoins des groupes vulnérables, comme les femmes, les enfants et les migrants. La Serbie, parlant également pour la Biélorussie, a proposé une cible axée sur la réduction du nombre de décès par accidents de la circulation. Le Japon a demandé des éclaircissements sur la manière de mesurer l'empreinte écologique, et a suggéré de déplacer les libellés portant sur le transport, la sécurité routière et la qualité de l'air vers le domaine d'intervention consacré à la santé.

Le Nigeria a suggéré d'y ajouter des cibles appelant à rendre les politiques d'aménagement du territoire, centrées sur l'être humain. L'Inde a déclaré que l'objectif doit mettre davantage

l'accent sur les zones rurales, qu'il doit mentionner les transports en commun, et qu'il ne doit pas inclure « l'empreinte écologique ». L'Arabie Saoudite a soutenu la suppression de la référence à l'empreinte écologique.

L'Iran a plaidé pour le développement et l'amélioration de moyens de transport et de communication fiables et durables, en particulier dans les pays en développement. Le Népal a souligné qu'à la fois les villes et les zones rurales doivent être abordées.

L'Égypte a attiré l'attention sur le développement à la fois urbain et rural, et a souhaité la suppression de la mention « empreinte écologique ».

Le Salvador a appelé à remplacer « sécurité personnelle » par « sécurité des citoyens », et à faire référence au patrimoine culturel national. Le Costa Rica a déclaré qu'il devrait y avoir une cible axée sur l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales.

### **DOMAINE D'INTERVENTION 11. PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES**

Jeudi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a déclaré que les dommages à l'environnement mondial pourraient être atténués, voire inversés, avec un leadership fort des pays industrialisés dans la mise en œuvre du Cadre décennal pour la programmation (10YFP) de modes de CPD.

Le délégué de Trinité-et- Tobago, parlant pour la CARICOM, a proposé d'ajouter des cibles sur la surconsommation, et a indiqué que le tourisme durable doit intégrer la participation de la communauté et la culture et les produits locaux.

Le Lesotho, parlant au nom du Groupe africain, a cité Action 21 qui attribue la dégradation continue de l'environnement mondial aux modes non durables de consommation et de production, en particulier dans les pays industrialisés.

Le Paraguay, parlant pour les PMA, a soutenu les cibles axées sur la productivité des ressources, sur l'approche de cycle de vie des produits et sur le secteur financier, et a souligné que le contrôle des ressources naturelles relève de la responsabilité des États souverains.

Le Zimbabwe, pour les États d'Afrique australe, a déclaré que les cibles axées sur les modes de CPD devraient être compatibles avec le cadre décennal de programmation (10YFP), et a apporté son appui à celles proposées. Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a appelé à procéder à une révision minutieuse du domaine d'intervention consacré aux modes de CPD et à mettre l'accent sur la dégradation de l'environnement, l'agriculture durable, l'évaluation, le tourisme durable et les produits chimiques, et a appelé à un objectif autonome sur la question.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a déclaré que le domaine d'intervention devrait mieux rendre compte de la consommation non durable et se référer aux responsabilités des pays industrialisés.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a déclaré que la différenciation entre pays industrialisés et pays en développement doit faire partie intégrante de l'objectif consacré aux modes de CPD, et a appelé à une formulation directe sur le leadership nécessaire des pays industrialisés.

La représentante des États-Unis, parlant aussi pour Israël et le Canada, a souligné la nécessité de donner une priorité à des résultats qui sont actualisables et mesurables, sur les contributions

vagues, et a plaidé pour des cibles CPD axées sur les gaspillages alimentaires post-récolte, sur l'utilisation efficace de l'eau et de l'énergie, et sur le recyclage et l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a suggéré d'ajouter une cible axée sur la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets. La Slovaquie, également pour le Monténégro, a suggéré des cibles axées sur la réduction des déchets, sur l'incitation à l'entrepreneuriat vert et sur la gestion des produits chimiques.

Le délégué des Emirats arabes unis, parlant également pour Singapour et Chypre, a déclaré que beaucoup d'objectifs traitent de concepts non définis ou non mesurables, et que des cibles réalisables plus précises seront nécessaires. Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a déclaré que le cadre décennal de programmation (10YFP) présente une base solide pour un objectif autonome sur cette question, et a souligné la nécessité de traiter les déchets des matières plastiques.

Le Royaume-Uni, parlant également pour l'Australie et les Pays-Bas, a déclaré que les cibles axées sur cette question pourraient être intégrées dans l'ensemble des objectifs. La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a déclaré que la cible axée sur la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles devraient être compatibles avec l'Objectif 4 d'Aichi, qui se réfère à des limites écologiques sûres. La représentante a suggéré d'ajouter l'approvisionnement public durable.

Le Bhoutan, parlant également pour la Thaïlande et le Viet Nam, a plaidé en faveur d'une mention de politiques et de principes pour les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes, conformément à l'Objectif 4 d'Aichi. Le Danemark, parlant également pour la Norvège et l'Irlande, a souhaité ajouter des références: à la capacité limite de la planète, à la sensibilisation à des modes de vie durables, à des marchés publics et privés durables, et à la dissociation de la croissance économique de l'impact environnemental.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Équateur, a soutenu l'idée d'un objectif autonome consacré aux modes de CPD. La représentante a suggéré de sous-objectifs axés sur la réduction de la consommation d'énergie par habitant et des gaspillages alimentaires au niveau des consommateurs, dans les pays industrialisés, et sur la mise en œuvre du Cadre décennal (10YFP), les pays industrialisés y prenant les devants.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a appelé à une cible axée sur la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie. La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a déclaré que des cibles de CPD axées sur la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles, sur la conscientisation quant à la responsabilité sociale des entreprises, sur le tourisme et des marchés publics durables et sur la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets, sont essentielles.

Le Japon a déclaré que la mesure de l'utilisation durable des ressources naturelles pose problème, et a proposé une cible appelant à « améliorer, d'ici à 2030, le taux de l'utilisation cyclique de x%, à travers la réutilisation et le recyclage ».

Le Bangladesh a déclaré que ce domaine d'intervention doit aborder la façon dont les pays peuvent atteindre les objectifs; a souligné la nécessité d'une plus grande clarté sur la question de

la productivité des ressources et des chaînes d'approvisionnement mondiales; et a suggéré d'ajouter des références à l'édification d'une culture de modes de vie durables, et une communication des données par les entreprises, au lieu de « compagnies », multinationales.

Le Bénin, au nom des PMA, a déclaré que les cibles ne sont pas pour les PMA, et que les cibles MMCE devraient inclure des mesures particulières à ces pays. L'Iran a déclaré qu'il n'y a pas d'accord, à l'ONU, sur la façon de mettre en œuvre ce domaine, et avec l'Arabie saoudite, a suggéré une référence au Cadre décennal (10YFP), les pays industrialisés y montrant la voie. L'Arabie saoudite a également exprimé sa préoccupation au sujet de la cible appelant à des modes de vie durables.

L'Inde a déclaré que ce domaine nécessitera un « avenant » reconnaissant que les pays industrialisés prendront l'initiative. Le délégué a apporté son appui aux objectifs consacrés à la réduction de la consommation d'énergie par habitant et des gaspillages alimentaires, au niveau des consommateurs, dans les pays industrialisés, à la gestion rationnelle des produits chimiques et des matières dangereuses, et à la mise en œuvre du Cadre décennal (10YFP).

Le Pakistan a déclaré que les modes de CPD devraient être intégrés dans les ODD, ce qui serait plus approprié qu'un objectif autonome dans ce domaine. Le Honduras a appelé à inclure la cible axée sur le tourisme durable dans un objectif portant sur les MMCE, et à se focaliser sur ses avantages pour la société et pour la qualité de vie.

Le Costa Rica a appelé à des cibles axées sur la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles, à travers le renforcement des capacités et l'amélioration de la conception, et a appelé à passer la cible axée sur le tourisme durable à l'objectif consacré à la croissance économique et à l'emploi. La Suède a proposé d'y rétablir la référence à la gestion des produits chimiques et des déchets.

L'Afrique du Sud a cité le Plan d'application de Johannesburg concernant le besoin de voir les pays industrialisés prendre l'initiative quant aux modes de CPD, et tous les pays, tirer avantage du processus de sa mise en œuvre, en fonction de leurs capacités et priorités.

L'Égypte a proposé une nouvelle première cible axée sur la mise en œuvre du Cadre décennal (10YFP), d'ici 2022, les pays industrialisés y prenant l'initiative. Le délégué a préféré s'y référer à la gestion des produits chimiques et des matières dangereuses, et à la collaboration avec les communautés universitaires, scientifiques et techniques.

L'Autriche a déclaré que cet objectif doit clairement marquer le Cadre décennal (10YFP) comme base. Le délégué a suggéré l'ajout d'une cible axée sur une gestion et utilisation des ressources naturelles, sensible à la question de la parité.

## **DOMAINE D'INTERVENTION 12. LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Jeudi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a déclaré que la question du changement climatique doit être traitée au sein de la CCNUCC, et a suggéré une coopération renforcée entre les conventions sur la désertification, le changement climatique et la biodiversité.

La représentante de Trinité-et-Tobago, parlant pour la CARICOM, a suggéré d'aborder le thème du changement climatique dans l'ensemble du cadre des ODD, a appuyé la prise de mesures de transformation urgentes et ambitieuses. Elle a proposé l'établissement d'un calendrier d'ici 2030 pour l'adaptation et la réduction des émissions, conformément aux obligations de la CCNUCC.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a suggéré l'incorporation des résultats antérieurs de la CCNUCC, tels que les dispositions concernant les pertes et dommages, le mécanisme de technologie et le Fonds vert pour le climat. L'objectif consacré au changement climatique doit reconnaître la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDSS), a indiqué le délégué, proposant une cible portant sur zéro dégradation des sols, d'ici 2030.

Le Paraguay, au nom des PDSL, a appelé à un objectif autonome consacré au changement climatique et aux DDSS.

Le Zimbabwe, parlant pour les États d'Afrique australe, a apporté son appui à un objectif consacré au changement climatique, pour promouvoir l'atténuation et l'adaptation à l'échelle mondiale, et a précisé que les cibles doivent être liées aux résultats du processus de la CCNUCC.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a appelé à un objectif autonome sur le climat pour « conférer une capacité politique suffisante » à cette question.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a déclaré ne pas appuyer l'idée d'un objectif autonome sur le changement climatique, soulignant que la plupart des questions figurant dans le domaine d'intervention relèvent du travail de la CCNUCC.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a déclaré que le changement climatique devrait être intégré partout dans le programme et abordé dans le narratif comme étant un problème de grande urgence. Le délégué n'a pas apporté son soutien à l'idée d'un « espace réservé à une cible » en attente du résultat de la CCNUCC.

La représentante des États-Unis, parlant aussi pour Israël et le Canada, a soutenu une série de cibles, relevant de plusieurs domaines d'intervention, qui portent sur la conduite, face au changement climatique, d'une action plus forte que celle d'un objectif autonome faible. Elle a appelé à des cibles qui mettent l'accent sur les résultats à atteindre. L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a déclaré que ce thème devrait être transversal et présent dans l'ensemble des objectifs, et non un objectif autonome.

Palau, parlant aussi pour Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Timor-Leste et les PEIDP, a déclaré que le changement climatique doit être abordé dans la manière la plus vigoureuse, et a suggéré des options pour le traitement des cibles de manière transversale.

La Slovénie, parlant également pour le Monténégro, a plaidé pour un objectif axé sur le maintien de la température moyenne de la planète en dessous de 2°C.

Le délégué des Emirats arabes unis, parlant également pour Singapour et Chypre, a déclaré que les cibles devraient être intégrés dans d'autres objectifs.

Le Guatemala, parlant également pour la Colombie, a souhaité savoir si le changement climatique méritait un « intitulé » dans les ODD, signalant que le résultat de Rio+20 incluait un texte fort sur le climat, nonobstant le processus de la CCNUCC en cours.

Le Royaume-Uni, parlant également pour l'Australie et les Pays-Bas, a reconnu que les défis posés par le changement climatique constituent un thème transversal important susceptible d'être intégré dans un certain nombre de domaines d'intervention.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a déclaré que les ODD devraient intégrer l'adaptation et l'atténuation, et tenir compte du changement climatique dans le document. La représentante a plaidé, notamment, à l'insertion de cibles adaptées au changement climatique.

La Norvège, parlant également pour le Danemark et l'Irlande, a déclaré que leur principale priorité est l'intégration d'objectifs axés sur l'atténuation et l'adaptation en vue de renforcer la résilience et de prévenir et gérer les risques dans les domaines d'intervention, et que les délibérations sur la possibilité d'un objectif autonome n'ont pas encore achevées. La représentante a préconisé des cibles adaptées au changement climatique, et l'insertion d'une référence à l'objectif 2°C.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Equateur, a appelé à l'intégration du changement climatique et à son insertion dans le narratif qui précède les objectifs. Les cibles doivent répondre au besoin d'adaptation et de résilience aux risques de catastrophe, les pays industrialisés y montrant la voie.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a déclaré que le domaine d'intervention consacré au changement climatique doit être revigoré à travers le traitement de ses liens avec l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'eau, la santé, la démographie, la parité et d'autres domaines.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a appelé à la cohérence avec les négociations de la CCNUCC et à l'évitement des doubles emplois, et a indiqué que les cibles doivent traiter des causes profondes du changement climatique.

Le Niger a mis l'accent sur la question des DDSS et sur le lien de ces questions avec le changement climatique. Le délégué a proposé une cible axée sur la régénération des zones touchées par la désertification.

Le Japon n'a pas soutenu l'objectif consacré au changement climatique, vu que le processus de la CCNUCC est distinct et qu'on ne doit pas préjuger de son résultat.

Le Bangladesh a souhaité une focalisation forte sur le changement climatique dans les ODD, précisant que ne pas transmettre les préoccupations liées au changement climatique, constituerait là une occasion manquée regrettable.

Le Bénin, au nom des PMA, a déclaré que son groupe insiste sur un objectif autonome et un traitement différencié quant aux responsabilités, et sur l'accès à la technologie et au soutien. Le délégué a proposé que les MMCE englobent la fourniture de x% de projets relevant du Mécanisme de Développement Propre (MDP) aux PMA.

L'Iran a remis en question la « valeur ajoutée » des objectifs consacrés à l'infrastructure et à l'éducation, dans ce domaine d'intervention.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant aussi pour les PEIDP et le Timor-Leste, a « pleinement embrassé » un ODD dédié au changement climatique. Le délégué a suggéré de préciser une hausse maximum de 1,5 à 2°C de la température mondiale, et de souligner les mesures nécessaires à l'atténuation du, et l'adaptation au, changement climatique.

L'Arabie saoudite a déclaré qu'un objectif autonome sera inévitablement en chevauchement avec la CCNUCC. Le délégué a signalé que le carbone n'est pas examiné dans le cadre de la CCNUCC et que les ODD ne doivent pas se référer à l'effet de serre (GES).

Le délégué de l'Inde a déclaré que les ODD doivent aborder la question du changement climatique, en tant que facteur, dans les objectifs pertinents. Toute référence au changement climatique doit inclure explicitement les principes d'équité, de responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, devait-il préciser.

Le Pakistan a déclaré qu'il est important d'inclure l'engagement à mobiliser 100 milliards de dollars pour le financement de la lutte contre le changement climatique, et a appelé à relever les défis fondamentaux posés par le changement climatique, dans les objectifs. Le Costa Rica a déclaré que le changement climatique devrait être un objectif autonome, tout en étant également intégrée dans l'ensemble du programme. Le délégué a attiré l'attention sur les systèmes de transport et sur la sensibilisation aux questions climatiques.

La Suède a déclaré que le changement climatique nécessite une attention visible et des cibles fortes réparties sur l'ensemble du cadre. Le délégué des Maldives a indiqué que le changement climatique doit rester un domaine d'intervention jusqu'à ce que des objectifs soient négociés, et qu'il devrait alors devenir un thème transversal, présent dans tous les objectifs pertinents.

L'Afrique du Sud a proposé de préciser les paramètres du GTO vis-à-vis de la CCNUCC et autres processus qui contiennent des obligations juridiquement contraignantes.

La représentante des Îles Salomon a soutenu un objectif autonome portant sur le maintien de la hausse de la température moyenne mondiale en dessous de 1,5°C. Elle a proposé un objectif supplémentaire appelant à combler l'écart de la période pré-2020 de l'atténuation des émissions de GES. L'Égypte a déclaré que l'intégration du changement climatique dans les domaines d'intervention est la meilleure approche, et a soutenu l'appel du groupe des pays africains à l'insertion d'une référence aux problèmes de DDSS.

L'Autriche a déclaré que le changement climatique devrait avoir son propre domaine d'intervention et une cible axée sur le maintien de la hausse de la température moyenne mondiale au-dessous de 2°C. Le délégué a suggéré d'ajouter « durables » à la référence à des solutions à faible émission de carbone, et de nouvelles cibles axées sur la participation des femmes dans le processus décisionnel lié au climat.

**DOMAINE D'INTERVENTION 13. CONSERVATION ET UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES MARINES, DES OcéANS ET DES MERS**

Jeudi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a déclaré qu'il est essentiel de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), de donner suite aux engagements convenus concernant les questions relatives aux océans, et de renforcer les capacités et de transférer les technologies marines.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a appelé à une cible distincte axée sur le problème de l'acidification des océans, à des mesures immédiates visant à éliminer la pêche INN, à la mise en place d'aires marines protégées (AMP) et à l'élimination des subventions qui contribuent à la surpêche. La représentante a appelé aussi à un soutien aux pays en développement pour le renforcement des capacités scientifiques et techniques maritimes.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a suggéré de rationaliser les domaines d'intervention portant sur les ressources marines, les océans et les mers et sur les écosystèmes et la biodiversité, sous l'intitulé « Prendre des mesures urgentes et importantes pour la conservation, l'utilisation durable et la restauration de la biodiversité, des ressources marines et des écosystèmes terrestres ».

Le Bénin, au nom des PMA, a souligné la nécessité de fixer des objectifs différenciés, et a soutenu les références à la pêche à petite échelle et à la protection contre la dégradation des littoraux, y compris la salinisation.

La Barbade, parlant pour la CARICOM, a appelé à mettre davantage l'accent sur la pêche à petite échelle, a souligné la nécessité d'améliorer l'accès aux pêcheries et aux marchés, et a suggéré de renforcer la résilience des communautés côtières.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant pour les PEIDP, a soutenu l'idée d'un objectif autonome dédié aux océans et mers, a déclaré que la cible axée sur les stocks de poissons doit être solide, et a souligné que les AMP doivent être en ligne avec la science.

Le Zimbabwe, parlant pour les Etats d'Afrique australe, a déclaré que les deux domaines d'intervention dédiés aux océans et aux écosystèmes doivent être des objectifs autonomes, mais qu'ils pouvaient accepter de les combiner, et a proposé l'insertion d'une nouvelle cible axée sur l'encouragement de la pêche artisanale durable.

L'Australie, parlant aussi pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, a appelé à une approche intégrée de paysages terrestre et marin. Le délégué a décrit des cibles axées sur les océans et les mers qui ont également trait à la sécurité alimentaire, et a déclaré que le cadre devrait intégrer l'importance des océans, de manière claire.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovaquie, a soutenu la cible axée sur la pollution marine, et a suggéré que la cible axée sur l'établissement d'AMP englobe les zones au-delà des lignes de juridiction nationale. Parlant au nom de son pays, il a soutenu l'idée d'un objectif distinct dédié aux océans et mers.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a déclaré que la cible axée sur la pollution marine doit comporter dans son libellé « conformément aux RCMD et aux MMCE ». Le délégué a suggéré d'ajouter, dans la cible axée sur la restauration des

stocks de poissons, une référence aux circonstances et conditions particulières des pays en développement, et dans la cible axée sur l'élimination des subventions accordée à la pêche, une référence à la nécessité d'un traitement particulier et différencié pour les pays en développement.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a déclaré percevoir une valeur dans la fusion des deux domaines d'intervention, tant que les deux cibles y soient maintenues. La représentante a également appuyé la fusion des cibles axées sur la lutte contre la pêche INN et sur la gestion durable des stocks de poissons.

Chypre, parlant également pour Singapour et les Emirats Arabes Unis, a soutenu l'idée d'un objectif sur les océans et les mers, qui vienne confirmer ce qui a été convenu au niveau international.

La Serbie, parlant également pour la Biélorussie, a déclaré que le domaine d'intervention dédié aux océans devrait mettre en exergue ses aspects environnementaux.

La Pologne, parlant également pour la Roumanie, a soutenu l'idée d'un objectif autonome sur l'utilisation durable des ressources marines, des océans et des mers, et a précisé que le thème devrait être également intégré dans le cadre, en tant que thème transversal.

L'Iran a proposé d'ajouter « conformément aux accords internationaux » aux cibles figurant dans le domaine d'intervention dédié aux océans.

La Croatie a appelé à un objectif portant sur l'utilisation durable des océans et des mers, et a suggéré de souligner les liens entre les ressources marines et les littoraux.

Le Gabon a déclaré que la conservation et l'utilisation durable des ressources marines sont des défis majeurs pour d'autres domaines d'intérêt. La représentante a appuyé les cibles axées sur la réduction de la pollution marine.

L'Islande a appelé à une cible appelant à « réduire la pollution marine de x% », pour permettre la mesurabilité. Le délégué a également souligné l'importance: des mesures d'adaptation; de la lutte contre l'acidification des océans; d'une gestion responsable et durable de la pêche; des avantages économiques offerts par les ressources marines durables; et de la formation et du renforcement des capacités.

La Suède a soutenu les cibles proposées, mais a appelé à ce que l'année cible, pour la gestion durable des ressources marines, soit 2020.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a déclaré qu'ils aimeraient avoir ici un objectif autonome, et a suggéré d'utiliser le libellé de Rio+20: « Conservation et utilisation durables des mers et des océans et de leurs ressources ». La représentante a également proposé de supprimer la cible portant sur la question des subventions à la pêche.

Le Mexique et le Pérou ont déclaré que c'est une bonne idée de fusionner les domaines d'intervention dédiés aux océans et aux écosystèmes, mais que les cibles y doivent être holistiques. Le délégué a indiqué aussi que l'établissement d'AMP doit être « à l'intérieur des zones de juridiction nationale ».

La représentante des Etats-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a apporté son appui à l'objectif dédié sur les ressources marines, les océans et les mers; a suggéré

une réduction des débris marins, en particulier de matières plastiques; a proposé que les AMP soient ajoutées pour conserver au moins 10% des zones marines et côtières; a appuyé l'élimination des subventions à la pêche; et a suggéré de supprimer la cible axée sur les ressources des zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a déclaré que les mesures visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INN devraient inclure l'élimination des pratiques de pêche destructrices.

La Norvège, parlant également pour le Danemark et l'Irlande, a apporté son appui aux cibles axées sur la protection des écosystèmes marins, l'élimination de la pêche INN, l'élimination des subventions à la pêche et la restauration des stocks de poissons. La représentante a suggéré de faire référence à l'aquaculture durable.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a appelé à la réalisation de tous les objectifs d'Aichi, et a déclaré que les ODD devraient viser à aller au-delà. S'agissant des subventions de pêche, il a suggéré d'éliminer « progressivement » les subventions « nuisibles à l'environnement », notamment celles accordées aux combustibles fossiles.

Le Japon a apporté son soutien à l'idée d'un objectif autonome sur les océans et les mers. Le Bangladesh a appuyé l'introduction de l'élément de différenciation proposé par les PMA, ainsi que l'encouragement de la pêche à petite échelle.

Le délégué de la République de Corée a déclaré être ouvert à la fusion des domaines d'intervention dédiés aux océans et aux écosystèmes. Il a indiqué que la cible axée sur la lutte contre la pêche INN doit être présentée en conformité avec les accords internationaux, et que la cible axée sur l'élimination des subventions accordées à la pêche, devrait être supprimée. La Bulgarie a souligné la nécessité de fixer des cibles axées sur la lutte contre la pollution marine et sur la garantie de la pleine mise en application des accords sur les océans et les mers.

L'Argentine a déclaré qu'un objectif autonome sur les océans est nécessaire, et que la formulation devrait tenir compte des accords existants sur les océans. La représentante a indiqué que la question des subventions à la pêche doit être traitée dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La Nouvelle-Zélande s'est opposée à toute action visant à porter atteinte à l'approche dédiée aux océans et aux mers. La représentante a suggéré de renforcer les aspects économiques de l'objectif, a appelé à une plus grande attention à l'élimination de la surpêche, et a suggéré de préciser les pratiques de pêche « destructrices ».

Le délégué des Maldives a appelé à un objectif autonome sur les océans. Il a suggéré d'y appeler à « prendre des mesures immédiates » sur les écosystèmes marins, la restauration des stocks de poissons et l'établissement d'AMP.

La Grèce a fortement soutenu un objectif autonome sur les océans et les mers. Le délégué a appelé à la cohérence avec les objectifs internationaux existants, et à une référence au soutien de l'aquaculture. Il a suggéré que l'établissement d'AMP englobe les zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale.

Monaco a soutenu un objectif autonome sur les océans et les mers. La représentante a affirmé que l'arrêt de l'acidification des océans n'est pas chose possible, préférant appeler à la fourniture d'efforts de prévention. Elle a également appuyé la référence au code de conduite sur la pêche durable de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et a souligné l'importance du tourisme durable.

#### **DOMAINE D'INTERVENTION 14. LES ÉCOSYSTEMES ET LA BIODIVERSITE**

Jeudi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a appelé à la reconnaissance de la contribution de la gestion durable des forêts au développement durable, et a plaidé pour une coopération et une coordination accrues quant à la relation entre le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et la désertification.

Le Bénin, parlant pour les PMA, a proposé l'insertion d'un libellé sur la nécessité de s'assurer du consentement préalable en connaissance de cause, relatif aux savoirs traditionnels des peuples autochtones.

Le Zimbabwe, parlant pour les Etats d'Afrique australe, a déclaré que le contenu de la cible axée sur la réalisation d'un MNMT est reflétée dans la cible axée sur la gestion durable des écosystèmes.

L'Australie, parlant aussi pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, a mis en exergue la réduction du déboisement et la lutte contre les phénomènes de DDSS.

Le Monténégro, parlant également pour la Slovénie, a déclaré que les zones montagneuses doivent être traitées dans des perspectives économiques sociales mais également environnementales. Le délégué a déclaré que les valeurs devant figurer dans la cible axée sur la biodiversité doivent être compatibles avec celles des objectifs d'Aichi, et a mis en exergue la diversité génétique animale et la biosécurité.

Le Nicaragua, parlant également pour le Brésil, a proposé une cible axée sur l'amélioration de l'état des écosystèmes touchés par la désertification et sur la réduction de la superficie totale touchée par la désertification. Au sujet du braconnage et du trafic d'espèces menacées, le délégué a suggéré l'éradication de la demande et de l'offre, et le renforcement de la capacité des collectivités locales à rechercher et trouver des solutions durables.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a appelé à des cibles plus chiffrées et plus mesurables, et à une cible axée sur la comptabilité environnementale et sociale.

Chypre, parlant également pour Singapour et les Emirats arabes unis, a appelé à un objectif autonome dédié aux écosystèmes et à la biodiversité, et a plaidé pour des cibles axées sur l'arrêt du déboisement et sur la création d'aires forestières protégées.

La Serbie, parlant également pour la Biélorussie, a appelé à ajouter « l'environnement » dans l'objectif dédié aux écosystèmes et à la biodiversité. La représentante a proposé une cible axée sur le renforcement de l'interface science-politique.

La Pologne, parlant également pour la Roumanie, a déclaré que la biodiversité devrait être reflétée à travers les liens à la pauvreté, à l'eau, à l'énergie, à la santé, à l'éducation, à l'égalité et à l'autonomisation des femmes.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a déclaré que l'intitulé de la cible axée sur le braconnage et le trafic d'espèces menacées, doit être remplacé par « protéger les espèces en voie de disparition conformément à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ».

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a proposé des cibles axées sur l'accroissement de la résilience des écosystèmes et de faire en sorte que, d'ici 2030, tous les pays élaborent, pour la gestion de leurs écosystèmes, des plans complets, tenant compte des risques de catastrophe.

La représentante des États-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a plaidé pour un objectif robuste et des cibles intermédiaires axées sur la protection des espèces et l'arrêt des pertes de biodiversité et sur la réalisation d'un MNDT. Elle a suggéré que la cible axée sur ce dernier thème nécessitera l'élaboration de données, et a indiqué que l'un des avantages de la cible est de conduire l'élaboration des données.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a déclaré que le rôle important des montagnes doit être reflété dans le document et a suggéré d'ajouter une cible axée sur les avantages qu'elles offrent.

La Norvège, parlant également pour le Danemark et l'Irlande, a appuyé les cibles axées sur la biodiversité et les écosystèmes. La représentante a réitéré son soutien à la réalisation d'un MNDT, et a suggéré l'insertion d'une cible axée sur la comptabilité de la richesse des écosystèmes.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a appelé à la cohérence avec le plan stratégique mondial pour la biodiversité au titre de la période 2011-2022, y compris les Objectifs d'Aichi. Le délégué a suggéré une cible axée sur le renforcement des cadres de gouvernance des forêts et la promotion de la gestion durable des forêts.

Le Japon a appelé à la cohérence avec les décisions de la Convention sur la diversité biologique, y compris les objectifs d'Aichi. Le délégué a affirmé que l'élimination des espèces exotiques envahissantes est irréaliste, proposant de se concentrer plutôt sur les espèces « prioritaires ».

L'Iran a appuyé la proposition de traiter la question de l'arrêt de la déforestation et de la restauration des écosystèmes forestiers dégradés, bien qu'il ait ajouté que les consultations sur la définition du concept MNDT ne sont pas achevées et que, par conséquent, cet élément devrait être supprimé.

Le Népal a appelé à inclure une concentration sur la gestion des forêts communautaires et sur le développement des montagnes. La Croatie a accueilli favorablement les cibles axées sur la gestion durable des forêts et des écosystèmes de montagne, et a déclaré que la réalisation d'un MNDT est cruciale.

La République de Corée a souligné l'importance de la gestion durable des forêts, et celle des cibles axées sur la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes, la gestion durable des forêts et la réalisation d'un MNDT. L'Égypte a déclaré que « la désertification » devrait être ajoutée à l'intitulé, et que des cibles axées sur la nécessité de s'assurer que tous les pays assujettis à la sécheresse élaborent des plans permettant de faire face à ce phénomène, devraient être ajoutées.

La Bolivie, parlant aussi pour l'Équateur, a soutenu « réduire sensiblement » au lieu de « arrêter » les pertes de biodiversité. Le délégué a suggéré de supprimer la cible portant sur un MNDT, et de préciser l'inclusion des peuples autochtones et des communautés locales dans les processus décisionnels.

L'Arabie saoudite a exprimé sa préoccupation à propos de la désertification et a souhaité son traitement. Le délégué des Maldives a suggéré d'intégrer les objectifs d'Aichi dans les ODD et de prévoir des MMCE pour leur couverture.

La Finlande a soutenu un objectif autonome axé sur la garantie de la gestion durable des ressources naturelles et d'une biodiversité et d'écosystèmes productifs, sains et résilients. La représentante a suggéré l'insertion d'une cible axée sur les droits de propriété ou fonciers liés aux ressources naturelles, et une autre, axée sur des mesures naturelles d'atténuation du, et d'adaptation au, changement climatique, et sur la prévention des risques de catastrophe.

Le Gabon a appelé à la mention des aires de biodiversité et d'écosystèmes dans les domaines d'intervention dédiés à l'éradication de la pauvreté, à l'agriculture durable et à la sécurité alimentaire. La Suède a proposé des cibles axées sur la comptabilité et l'évaluation des services offerts par les écosystèmes, et sur la fourniture d'incitations économiques pour la gestion durable des ressources naturelles.

La Grèce a suggéré d'ajouter une référence à la désertification et à la sécheresse, et de relever les défis posés par les phénomènes de DDSS, à travers la réalisation d'un MNDT.

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature a déclaré que le domaine d'intervention ne couvre pas entièrement les aspects économiques et sociaux de ce thème, et qu'il risque de devenir un « silo de conservation ».

#### **DOMAINE D'INTERVENTION 15. LES MOYENS D'EXECUTION/LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Vendredi, la Bolivie, au nom du G-77/Chine, a appelé à reprendre les cibles proposées pour s'y référer aux besoins particuliers des pays en développement. Il a souligné la nécessité: d'une cible axée sur le financement assortie d'un calendrier précis; du transfert de technologie pour aider les pays en développement; de l'utilisation de Monterrey et de Doha comme base pour les cibles; de distinction entre MMCE et partenariat mondial; de la séparation de la cible axée sur les systèmes commerciaux et financiers; et de l'ajout d'une cible axée sur le besoin de s'assurer de la viabilité de la dette.

La Barbade, parlant pour la CARICOM, a déclaré qu'un objectif dédié aux MMCE devrait servir à catalyser la réalisation de l'ODD, et a appelé à une plus grande précision dans la définition des thèmes. La représentante a indiqué que le partenariat ne doit pas être redéfini à l'engagement des parties prenantes. Elle a appelé à des cibles axées sur: la satisfaction des besoins des PEID; la restructuration de la dette; et les TIC.

Le délégué de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant aussi pour les PEIDP, Nauru et Palau, a déclaré que ce thème est déterminant pour le succès des ODD. Les cibles axées sur les aspects commerciaux devraient se concentrer sur l'égalité et l'équité entre les partenaires et se référer à l'Aide pour le commerce, devait-il souligner.

La Zambie, parlant pour les PDSL, a proposé une référence aux PDSL dans le libellé introductif et dans les cibles.

La représentante a suggéré de nouvelles cibles axées sur l'ajout d'une valeur aux produits des PDSL, et sur le soutien technique pour les programmes régionaux, sous-régionaux et nationaux, en faveur des PDSL.

Le Zimbabwe, parlant pour les Etats d'Afrique australe, a déclaré que les ODD ne doivent pas être laissés à la philanthropie. Le délégué a proposé: la réforme des institutions financières internationales en vue d'y favoriser des processus décisionnels inclusifs et participatif; l'abolition des barrières commerciales; et la récupération de toutes les ressources volées, d'ici 2020.

Le Bénin, au nom des PMA, a plaidé pour un engagement renouvelé de l'APD qui alloue, au moins 15%, aux PMA, et pour l'allègement de la dette. Le délégué a proposé d'inclure « le droit au développement » dans le sous-titre, et des cibles axées: sur l'élimination des subventions nuisibles touchant au commerce; sur l'augmentation des exportations des PMA; et l'amélioration des capacités des PME et de leur participation aux chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a appelé à une cible appelant à « réduire de x% les distorsions dans le commerce international », et a proposé des références à un mécanisme de facilitation de la technologie, à la collecte de données et à la régulation du système financier international.

Nauru, au nom de l'AOSIS, a présenté les MMCE comme étant une condition préalable fondamentale pour que les PEID puissent atteindre leurs objectifs. La représentante a proposé, entre autres: des références aux PEID dans les cibles portant sur l'accès aux marchés et les exportations; l'ajout d'une cible axée sur la mise en application de la Convention-cadre pour la lutte antitabac dans tous les pays; et la concrétisation de l'accès aux TIC pour tous, notamment dans les PEID.

Le Danemark, parlant également pour l'Irlande et la Norvège, a déclaré que le travail du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable (ICESDF) et la Conférence sur le financement du développement (FdD) ne doit pas être reproduit ou préjugé. Le délégué a souligné que les OMD les plus efficaces ont impliqué des partenariats, mais a précisé que des partenariats fructueux, comme GAVI, pourraient ne pas avoir été conçu par un forum multilatéral.

Le délégué des Pays-Bas, parlant également pour le Royaume-Uni et l'Australie, a souligné la nécessité d'un partenariat transversal solide, qui pourrait, à son avis, être élaboré à la Conférence sur le FdD. Il a également indiqué: que le principe des responsabilités communes mais différenciées est spécifique et qu'il ne s'applique pas à tous les sujets; que les références au commerce devraient inclure les résultats de l'accord de Bali de l'OMC; que devrait être ajoutée ici, une cible axée sur l'encouragement des apports financiers aux Etats et communautés où les besoins sont les plus grands; et qu'une aide devrait être accordée pour l'utilisation efficace du financement du développement.

La Slovénie, parlant également pour le Monténégro, a souligné l'importance d'une concentration sur les aspects non-financiers des MMCE, sur la promotion de l'appropriation nationale et sur la responsabilité partagée.

La représentante des Etats-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a souligné la prise en considération d'autres débats de l'ONU sur le financement pour le développement et de tous les apports financiers, lors de la définition des cibles des MMCE. Elle a proposé, entre autres: l'insertion d'une référence à des mécanismes fiscaux et microéconomiques sains; l'élimination des obstacles entravant l'entrepreneuriat et l'innovation; la promotion des technologies et évolutives à faible coût qui favorisent l'accessibilité des données publiques pertinentes; et la protection de l'espace de la société civile.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a appelé à plutôt un objectif autonome dédié aux MMCE, que leur inclusion dans chaque domaine d'intervention, aux fins de permettre le traitement de l'ensemble des différents éléments.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a appelé à un objectif autonome dédié aux MMCE, assorti d'une cible axée sur « la création d'institutions aptes pour le développement durable », dans le cadre desquelles, l'Etat de droit et la prise de décision participative pourraient trouver leurs places.

Le Pérou, parlant pour le Groupe des Amis de l'insertion financière, a appelé à l'engagement de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de l'insertion financière.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a soutenu l'idée d'un objectif autonome dédié aux MMCE, qui doit être dans le cadre d'un partenariat mondial renforcé pour le développement durable. Le délégué a souligné que l'accord du GTO sur les MMCE, doit être lié aux résultats de la conférence sur le financement du développement, et les recommandations de l'ICESDF. Il a indiqué que la cible axée sur la responsabilité du suivi et de la communication de l'état d'avancement de la réalisation des ODD, devrait être reliée au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN).

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a déclaré que les MMCE devraient constituer la pierre angulaire du programme, et a proposé d'y ajouter des références, entre autres, au rôle du secteur privé et à la responsabilité des entreprises.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Equateur, a déclaré que les marchés financiers doivent être réglementés pour mettre fin à la spéculation, et a appuyé les propositions avancées par d'autres, pour les idées qu'elles contiennent, notamment celles appelant à des cibles axées sur l'allègement de la dette et l'accès aux TIC pour tous.

La Suède a souligné que le programme doit être intégré au plan de la parité, et a proposé, entre autres, des cibles axées sur la coopération commerciale régionale et sous-régionale et sur une plus grande cohérence au niveau des politiques.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a signalé que le texte ne reflète pas l'importance de la mobilisation de l'APD, mais qu'il souligne, en revanche, la mobilisation des ressources intérieures. La représentante a indiqué que les MMCE devraient être regroupées pour:

renforcer l'APD; réformer et améliorer le commerce mondial et le système financier international; établir un mécanisme mondial de facilitation de la technologie pour le développement; et assurer la gestion de la dette.

La Bulgarie, parlant également pour la Croatie, a déclaré que l'approche du GTO par rapport aux des MMCE ne doit pas faire double emploi avec les processus de Monterrey/Doha ou de Busan. La représentante a souligné l'importance de la mobilisation des ressources nationales, de la perception des impôts et de la prévention de la corruption.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a appelé à remplacer le principe des responsabilités communes mais différenciées par le principe de la souplesse à l'égard de la situation nationale, et a plaidé pour des cibles axées sur: la mise en place d'un système financière mondial stable, solide et réglementé; l'inclusion de l'accès aux services financiers; et la mobilisation de sources de financement innovantes, outre l'APD.

Palau a déclaré que la section consacrée aux partenariats doit se référer aux conflits d'intérêt, et a suggéré l'ajout d'une cible axée sur une mise en œuvre vigoureuse de la Convention-cadre pour la lutte antitabac.

Le Nigeria a déclaré que l'objectif dédié aux MMCE est le fondement du cadre, et a suggéré des cibles axées sur les accords commerciaux régionaux et internationaux, en tenant compte des différentes capacités des pays, sur le renforcement du soutien à l'accroissement des capacités liées au commerce, et la nécessité de s'assurer que le régime international des droits de propriété, soit favorable au transfert de technologie.

Le délégué du Japon n'a pas apporté son appui à l'idée d'avoir des MMCE distinctes pour chaque objectif, chose qui, selon lui, conduirait à une « approche en silo ». Il a suggéré de supprimer la référence à l'allègement de la dette, qui, a-t-il indiqué, devrait constituer le dernier recours.

La République de Corée a appuyé la présentation des MMCE sous forme d'objectif autonome, tandis que l'intégration d'MMCE dans chaque objectif, devrait être examinée de manière plus approfondie. Le délégué a souligné l'importance du suivi dans la section portant sur le partenariat mondial.

Le Bangladesh a suggéré d'ajouter une référence à un mécanisme onusien de facilitation de la technologie.

La Lettonie, parlant également pour l'Estonie et la Lituanie, a souligné que les que les MMCE doivent être fondés sur la responsabilité et leadership nationaux.

L'Arabie saoudite a déclaré que la question des subventions au commerce doit être abordée et que le financement doit être « fourni » et pas seulement « mobilisé ».

L'Autriche a déclaré qu'une participation plus importante du secteur privé devrait être fondée sur une réglementation forte, et a proposé une cible axée sur la mise en œuvre d'une budgétisation sensible à la parité.

La Tunisie a appuyé l'idée d'un objectif autonome dédié aux MMCE ainsi que celle de les relier à chaque objectif et chaque cible. Le délégué a suggéré des cibles portant sur les actifs volés étrangers, sur les méthodes de travail des agences internationales de notation du crédit, et sur la mise en application de la stratégie mondiale des Nations Unies sur l'emploi des jeunes.

Le Costa Rica a appelé à la mobilisation de ressources supplémentaires et à impliquer tous les acteurs publics et privés concernés, à la fois nationaux et internationaux. Au sujet du cadre du financement et de la viabilité de la dette, il a suggéré une cible axée sur le prix des transferts dans les chaînes de valeur internationales.

Le délégué des Maldives a proposé d'ajouter le tourisme et la pêche dans le cadre du commerce, et d'ajouter aussi des références à un traitement préférentiel en faveur des PEID, en plus des PMA. L'Inde a déclaré que l'APD doit être redéfini et que les engagements doivent être honorés, d'ici 2020, et atteindre 1%.

L'Uruguay a souligné la nécessité de l'APD et d'un résultat positif pour le Cycle des négociations commerciales de Doha.

Le Maroc a appelé à une cible axée sur le renforcement des capacités liées au commerce, des pays en développement. Le délégué a indiqué que l'élément du suivi du partenariat mondial est essentiel.

Le Paraguay a proposé que l'objectif dédié aux MMCE veille à la parité. La représentante a également souligné le besoin d'MMCE: pour l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, pour l'accessibilité aux espaces publics, pour la diffusion des produits culturels et pour un traitement spécial et différencié en faveur des PDSL.

L'Egypte a appuyé l'intégration d'MMCE dans chaque domaine d'intervention. Le délégué a indiqué que le partenariat mondial ne devrait pas être considéré comme étant séparé des autres aspects des MMCE.

#### **DOMAINE D'INTERVENTION 16. DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET COHESIVES, DE L'ÉTAT DE DROIT ET DES INSTITUTIONS APTES**

Vendredi, la Barbade, parlant pour la CARICOM, a déclaré que le thème de sociétés pacifiques doit être traité de manière transversale, mais a soutenu l'idée d'un objectif sur l'état de droit et des institutions aptes. La représentante a appelé à une focalisation sur des résultats spécifiques qui s'attaquent aux inégalités.

L'Iran, parlant pour le Mouvement des pays non alignés, a appelé à une plus grande attention à la dimension internationale de l'état de droit et à l'égalité des chances pour tous les Etats, à participer aux processus législatifs. Le délégué a souligné que la poursuite de la règle de droit doit tenir compte de la diversité des cultures et systèmes locaux. Des objectifs et des cibles mesurables sur l'Etat de droit seraient utiles aux entrepreneurs des pays en développement, devait-il ajouter.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant aussi pour les PEIDP, Nauru et Palau, a suggéré de réviser plusieurs cibles pour y inclure « les personnes de tous les groupes sociaux », et a déclaré que la cible axée sur les flux migratoire doit couvrir les personnes déplacées par toutes les formes de chocs.

Le Zimbabwe, parlant pour les Etats d'Afrique australe, a déclaré que la pauvreté est la principale source de conflit, et que l'éradication de la pauvreté favoriserait la paix et la stabilité.

Le Bénin, au nom des PMA, a appelé: au soutien de la mise en place d'un cadre réglementaire pour la prévention de la corruption et des flux financiers illicites; l'accès à l'information

en temps opportun et de manière transparente sur les engagements financiers des gouvernements; et le renforcement de la voix des PMA dans les processus décisionnels internationaux.

Le Lesotho, au nom du Groupe africain, a appelé à se rendre compte que les sociétés pacifiques et inclusives ne sont pas des fins en soi, mais un moyen pour atteindre les objectifs mondiaux. Le délégué a précisé que ces questions nécessitent des mesures contre la pauvreté et les inégalités, pour la bonne gouvernance et contre la dégradation de l'environnement, et a appelé à une approche prudente de l'état de droit.

La Colombie, parlant également pour le Guatemala, a appelé à ce que des cibles portant sur l'état de droit soient intégrées dans d'autres domaines d'intervention, vu que ce thème est un catalyseur du développement durable, traité au niveau national.

Le Danemark, parlant également pour l'Irlande et la Norvège, a déclaré que ce domaine d'intervention devrait être divisé en deux objectifs. Le délégué a souligné « l'insertion » dans son rapport à l'objectif de la paix, et a suggéré d'y ajouter des cibles axées sur la réduction du nombre de personnes déplacées et le renforcement du secteur de la sécurité. S'agissant de la bonne gouvernance, il a suggéré que l'accès à l'information ne doit pas être limité à certains types de données.

Le Royaume-Uni, parlant aussi pour les Pays-Bas et l'Australie, a accueilli favorablement ce domaine d'intervention, et a indiqué, entre autres: que la cible portant sur l'accès à la justice doit s'assurer que les institutions judiciaires soient accessibles et bien dotées en ressources; que l'accès à la justice doit aller au-delà des questions de propriété et de commerce; qu'une identité juridique « gratuite et universelle » doit être fournie; et que la corruption doit être prévenue.

La Slovénie, parlant également pour le Monténégro, a soutenu l'idée d'avoir deux objectifs distincts dédiés, l'un, aux sociétés pacifiques et inclusives et l'autre, à l'état de droit, et des cibles axées sur les flux migratoires et la culture et sur la liberté d'expression, de presse et d'association. La représentante des Etats-Unis, parlant également pour le Canada et Israël, a plaidé pour deux objectifs distincts pour ce domaine d'intervention. Elle a proposé, entre autres: de renforcer le professionnalisme et la responsabilisation de la police; d'ajouter une référence à « des données inclusives accessibles au public, sur les gouvernements et les dépenses publiques »; et l'insertion des groupes marginalisés, notamment les femmes et les jeunes, dans des processus décisionnels participatifs.

La Roumanie, parlant également pour la Pologne, a maintenu sa préférence pour un objectif autonome, et pour l'ajout de « bonne gouvernance » à l'intitulé. La représentante a souligné le caractère non hiérarchique des objectifs.

Le Brésil, parlant également pour le Nicaragua, a appelé à un objectif autonome dédié aux MMCE, qui pourrait être assorti d'une cible axée sur « la création d'institutions aptes pour le développement durable », dans le cadre laquelle les questions de primauté du droit et de processus décisionnels participatifs pourraient être placées.

Le Pérou, au nom du Groupe des amis de la culture et du développement, a appelé à l'ajout des aspects culturels à la cible portant sur l'élimination des lois, politiques et pratiques discriminatoires.

Le Mexique, parlant également pour le Pérou, a proposé de déplacer toutes les cibles axées sur « des sociétés pacifiques et inclusives » vers d'autres domaines d'intervention, mais de garder l'objectif dédié à l'état de droit et des institutions aptes. Le délégué a précisé que la cible portant sur les institutions devrait se référer aux niveaux national et international, et que celle axée sur la prévention de la corruption devrait mettre davantage l'accent sur la coopération internationale en matière pénale, sur le renforcement des capacités en matière de suivi et sur zéro tolérance pour l'impunité.

L'Espagne, parlant également pour l'Italie et la Turquie, a suggéré d'ajouter des références à la prise de décision aux niveaux local, national et international, et à l'emploi décent, entre autres.

L'Argentine, parlant également pour la Bolivie et l'Equateur, a déclaré que le thème de sociétés pacifiques ne devrait pas être inclus dans un ODD. La représentante a déclaré que les concepts d'Etat de droit devraient être intégrés en tant que cibles transversales et inclure une référence à l'accès à une justice responsable et indépendante et à des institutions responsables. Elle a souligné que l'identité juridique est un droit fondamental, qui n'est pas lié aux services publics, comme le suggère le projet de texte. Elle a souligné aussi que la corruption pourrait s'avérer difficile à mesurer.

La Suède a appuyé l'idée d'avoir deux objectifs distincts, et a suggéré des cibles visant à éliminer toutes les formes de violence et d'exploitation contre les enfants, et d'inclure les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, dans les processus de prise de décision.

L'Indonésie, parlant également pour la Chine et le Kazakhstan, a proposé de supprimer ce domaine d'intervention. La représentante a indiqué que la référence aux flux migratoires pourrait trouver sa place dans le domaine d'intervention dédié à la croissance économique, à l'emploi et à l'infrastructure, et a suggéré de supprimer la cible axée sur la liberté d'expression, vu qu'elle intéresse davantage la politique que le développement.

La Croatie, parlant également pour la Bulgarie, a soutenu des objectifs distincts pour les deux thèmes figurant dans ce domaine d'intervention. La représentante a appuyé la proposition du Pérou d'inclure les aspects culturels dans les cibles axées sur l'élimination de la discrimination et sur la promotion d'une culture de non-violence.

La Suisse, parlant également pour la France et l'Allemagne, a soutenu l'idée de deux objectifs distincts pour ce domaine d'intervention et a proposé des cibles regroupées dans trois domaines: la sécurité personnelle, l'accès à une justice équitable pour tous, et la lutte contre les contraintes extérieures. Singapour, parlant également pour Chypre et les Emirats arabes unis, a suggéré: l'élimination de toute forme de discrimination dans les lois, politiques et pratiques, et l'autonomisation de tous les groupes sociaux; la création d'institutions fortes aptes à lutter contre la corruption; et veiller à ce que le système judiciaire remplisse ses responsabilités d'une manière claire et transparente.

Palau a proposé d'ajouter des cibles axées sur le rôle de la culture, et sur la ratification du Protocole pour l'élimination du commerce illicite des produits du tabac.

Le Liechtenstein a souligné l'importance d'avoir des structures de gouvernance inclusives et responsables, et a soutenu les objectifs dédiés à l'établissement de sociétés pacifiques et inclusives, et à l'instauration de l'Etat de droit et la création d'institutions aptes. Le délégué a appuyé aussi les références aux droits de l'Homme, à l'intensification des efforts de lutte contre la traite des personnes, le ralentissement des flux d'armes illicites, et la lutte contre la corruption sous toutes ses formes.

Le Nigeria a déclaré que les questions de désarmement, en particulier des armes nucléaires et des armes de destruction massive, doivent être traitées dans cette section.

Le Timor-Leste a apporté son appui à l'objectif dédié à l'établissement de sociétés pacifiques et inclusives, et a suggéré que les cibles s'assurent que les personnes appartenant à tous les groupes sociaux soient en mesure de participer aux dialogues politiques, abordent la nécessité de réduire le nombre de personnes déplacées et trouvent des solutions pour ceux qui sont déplacés, et veillent à ce que l'identité juridique soit gratuite et universelle.

La Finlande a plaidé pour deux objectifs distincts. Au sujet des sociétés pacifiques et du vivre sans violence, la représentante a proposé l'ajout de références au trafic des drogues illicites, à la prévention des décès de civils dans les conflits, et à la minimisation des risques de conflit sur des ressources naturelles et de chocs d'ordre environnemental. Au sujet de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit, elle a proposé une cible axée sur l'inclusion des femmes et de la société civile dans les processus décisionnels.

Le Japon a appuyé l'idée d'avoir deux objectifs autonomes. Le délégué a suggère de nouvelles cibles axées sur la responsabilité de la police et les forces de sécurité et sur l'accès à des institutions judiciaires réactives et indépendantes.

La Thaïlande, parlant également pour le Viet Nam, a suggéré l'intitulé: « Maintien de la paix et de la sécurité internationale pour le développement durable ». La représentante a appelé à un objectif distinct dédié à la violence contre les enfants. Elle a préféré voir promue la liberté de presse, d'association et d'expression « conformément aux lois nationales et traités internationaux en vigueur ».

Le délégué de la République de Corée a déclaré que « la gouvernance » doit apparaître dans l'intitulé de ce domaine d'intervention, et qu'il est ouvert à un objectif autonome sur les sociétés pacifiques et inclusives. Au sujet de l'Etat de droit, il a déclaré que la cible axée sur des institutions efficaces, responsables et transparentes est l'élément central de l'objectif.

L'Etat de Palestine, parlant au nom du Groupe arabe, a souligné que l'inclusion de ces questions dans les ODD ne devrait pas poser de préalables ou de restrictions sur la coopération avec les pays en développement dans la mise en œuvre du développement durable. Le délégué a indiqué que les questions « de priorité maximale », comme le terrorisme, le désarmement et l'allocation d'un pourcentage des dépenses militaires pour le développement, doivent être incluses pour que le GTO poursuive l'examen du thème des sociétés pacifiques.

Le Bangladesh n'a pas appuyé l'idée d'avoir un objectif autonome pour ce domaine d'intervention.

La Lettonie, parlant également pour l'Estonie et la Lituanie, a soutenu l'idée d'avoir deux objectifs distincts pour ce domaine d'intervention et a proposé des références: au rôle des collectivités locales; au traitement de la question des droits

de la femme à la sécurité et à la participation au processus décisionnels; et aux médias sociaux et à l'Internet dans leur rapport à la liberté d'expression et d'association.

La Zambie a mis l'accent sur la bonne gouvernance, une démocratisation accrue et la garantie des droits humains et du droit au développement.

L'Arabie saoudite a déclaré que les cibles doivent être évaluées par rapport aux trois piliers du développement durable. Le délégué a cité la cible appelant à la liberté d'association et d'expression, comme exemple d'une cible qui n'a pas réussi l'épreuve.

L'Iran a déclaré que l'élimination de toutes les armes nucléaires, l'interdiction sur le transfert illicite des armes légères et l'interdiction des trafics de stupéfiants pourraient être incluses dans cette section, mais que le GTO doit être réaliste. Le délégué a suggéré de déplacer les cibles appelant à des « institutions aptes et responsables » de ce domaine d'intervention vers la section portant sur le renforcement des capacités du domaine d'intervention dédié aux MMCE, et d'y l'assortir de cibles axées sur l'élargissement de la participation des pays en développement dans les décisions économiques internationales et dans l'établissement des normes, et d'établir des systèmes mondiaux régissant la responsabilité des entreprises, à élaborer au niveau national.

L'Autriche a proposé des objectifs visant à assurer: la protection de l'espace de manœuvre de la société civile, y compris les défenseurs des droits de l'homme; la participation des femmes dans la résolution des conflits et la reconstruction à tous les niveaux; et la reddition de comptes pour les violations des droits de l'homme.

Le Portugal a appelé à deux objectifs autonomes. La représentante a indiqué qu'il manquait à la section dédiée à l'établissement de sociétés pacifiques une cible axée sur les facteurs de stress externes menant au conflit (le crime organisé) et les facteurs de stress internes (fragilité de l'Etat et la pression exercée sur les ressources naturelles). Elle a signalé aussi que la section dédiée à l'Etat de droit devrait mentionner la violence sexuelle et sexiste, et a appelé à une cible distincte axée sur le droit à l'identité juridique universelle.

La Tunisie a plaidé pour un objectif autonome dédié à l'équité et à la justice aux niveaux national et international. Le délégué a indiqué que l'objectif le plus important consiste à mettre fin à l'occupation étrangère.

Le Costa Rica a déclaré que la paix, la légitimité, la transparence et la démocratie ne pouvaient que contribuer à renforcer la capacité des pays à prendre des décisions indépendantes et ne pas compter sur les contingences externes.

L'Inde n'a pas apporté son appui à un objectif autonome dédié à ces domaines qui, a-t-il indiqué, nécessitent des approches différentes. Le délégué a ajouté que l'Etat de droit doit être plus fort au niveau international.

Le Libéria a suggéré l'intitulé « Etablir des sociétés pacifiques, inclusives et stables ». Le délégué a précisé que les cibles devraient porter sur la nécessité de renforcer les capacités des institutions nationales, de renforcer la coopération transfrontalière et de fournir des informations de qualité sur une culture de non-violence et de tolérance.

La Guinée a déclaré qu'il y a une relation entre le développement et la paix et la sécurité, et a suggéré d'ajouter une cible axée sur la mise en place de mécanismes d'alerte précoce.

L'Afrique du Sud a déclaré que les sociétés ravagées par les conflits sont peu susceptibles d'atteindre leurs objectifs de développement et que les causes profondes des conflits doivent être réglées.

Cuba n'a pas apporté son appui à l'idée d'avoir un objectif dédié à l'établissement de sociétés pacifiques et inclusives, et a suggéré de déplacer une partie du thème de l'Etat de droit vers d'autres domaines d'intervention.

L'Egypte a déclaré que le terme Etat de droit est large et comporte des paramètres non définis. Le délégué s'est dit d'avis avec les propositions d'intégrer certaines cibles ailleurs dans le document et d'en supprimer d'autres. Il a indiqué les questions d'occupation étrangère, de terrorisme, de course aux armements et de prolifération des armes nucléaires et de trafic d'armes doivent être incluses.

La Grèce a apporté son appui à l'idée d'avoir deux objectifs pour ce domaine d'intervention, et a proposé des amendements à la référence à la culture, des politiques d'immigration légale, planifiées et bien gérées et le renforcement des capacités des parlements.

La Sierra Leone a apporté son appui aux thèmes abordés dans ce domaine d'intervention, et a proposé de renforcer les références à la coopération internationale, au renforcement des institutions dans les PMA, à la « démocratie » et au respect de la règle de droit au niveau mondial au sein des institutions multilatérales.

L'Union interparlementaire (UIP) a déclaré que les ODD ne seront transformationnels que s'ils englobent un objectif autonome sur la gouvernance démocratique et que des parlements plus forts sera un élément central dans cet effort.

### **CLÔTURE DE LA GTO-11**

Vendredi soir, le coprésident du GTO, Kamau, a présenté les points de vue des coprésidents sur la prochaine version du document de travail et sur la voie à suivre. Il a indiqué que la question de l'égalité sera incluse dans le document de travail à venir. S'agissant du thème du changement climatique, il a déclaré que certains partisans d'un objectif autonome sont prêts à faire preuve de souplesse, si les préoccupations étaient traitées ailleurs dans le cadre de manière satisfaisante pour eux. Par conséquent, le changement climatique restera dans la prochaine version du document. Il a souligné que le domaine d'intervention consacré aux MMCE restera dans le document, et a accueilli favorablement l'augmentation des « formulations directives » sur les MMCE dans chaque domaine d'intervention. Il a signalé que les délégués étaient divisés sur l'opportunité d'inclure un domaine d'intervention dédié au thème de l'établissement de sociétés pacifiques et inclusives, de l'Etat de droit et d'institutions aptes, et a précisé que, par conséquent, il serait maintenu dans le document qui totalisera ainsi 17 domaines d'intervention. La prochaine version comportera aussi beaucoup plus de cibles, a-t-il assuré. Le document de travail de la GTO-12 sera disponible aux environs du 27 mai, alors que le projet de texte introductif, qui avait été promis pour la fin de la GTO-11, serait distribué le 19 mai à minuit.

Au sujet du processus des prochaines sessions du GTO, Kamau a proposé de mettre davantage l'accent sur l'examen des objectifs. Il a indiqué qu'à la GTO-12, après les déclarations liminaires de la première séance du matin, les délégués procéderont à une lecture du document, cible par cible. Il a

également proposé qu'en réponse aux demandes des délégations de tenir des discussions plus informelles, la semaine précédant chacune des deux sessions qui restent au GTO serait consacrée à des séances de travail informelles. Il a précisé que la première de ces sessions aura lieu du 9 au 11 juin. Il a souligné que les consultations informelles ne préempteront en rien le travail du GTO. Kamau a donné la parole au parterre pour les observations, et les délégations ont applaudi pour marquer leur approbation. Kamau a clos la réunion à 18h42.

### **BREVE ANALYSE DE LA GTO-11**

#### **DES QUESTIONS ET DES RÉPONSES**

Pour reprendre les termes de certains délégués, la onzième session du GTO a marqué un « tournant critique ». En effet, la GTO-11 a été présentée comme étant la dernière réunion avant que les délégations passent au format de négociation directe, attendu depuis longtemps. Les co-présidents ont guidé le projet de texte de travail à travers plusieurs versions pour aider les participants à affiner leurs arguments avant de passer à l'étape des négociations, mais cela n'a pas empêché qu'on ait pu détecter la tension vécue par les négociateurs du fait qu'ils ne voyaient pas venir l'heure de s'engager dans leur vocation.

Le processus commençant à pivoter vers une nouvelle direction, les gouvernements sont face à nombre de questions. Et certains de ceux qui sont relativement nouveaux dans le processus trouvent réconfortant de savoir que, comme les ODD tracent une nouvelle voie pour l'ONU, beaucoup de ceux qui ont accompagné le processus depuis le début, en sont aujourd'hui à se poser les mêmes questions qu'eux. Les questions de savoir de quelle façon le processus du GTO va évoluer au cours de ses deux dernières sessions, à quel endroit pourra s'insérer le rapport du GTO, par rapport aux autres catégories d'activités alimentant le programme de développement pour l'après-2015, et de quelle manière le GTO pourra résoudre certains de ses problèmes de fond essentiels, révélés dans de nombreux débats durant la GTO-11, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle de conférence 1. En retraçant le chemin emprunté par le GTO au cours de ses onze premières sessions, certains points de repère émergent, bien que nombre de points témoignent d'un processus émergent, dans lequel les questions forcent des choix qui vont déterminer l'orientation future de ce processus. Cette brève analyse examine les directions vers où les réponses peuvent mener.

#### **DES QUESTIONS CONCERNANT LA PROCÉDURE**

Comme l'avaient indiqué les quatre points d'ordre soulevés la première journée, de nombreux délégués avaient des questions concernant le moment où les Etats membres allaient enfin jouer le rôle qui est le leur habituellement dans la rédaction d'un nouvel accord, rappelant à tous, que le résultat devrait émerger d'un processus conduit par les Etats membres. En prévision du fait que la prochaine version du document de travail des Coprésidents sera « l'avant-projet de texte », après lequel les Etats membres devront s'approprier le texte, de nombreux orateurs ont réitéré leurs listes de préférences, comme dernière chance d'obtenir que leurs propositions figurent dans le texte. La proposition des coprésidents à la fin de la réunion est venue répondre à certaines de leurs préoccupations – des concertations informelles auront lieu avant chacune des deux dernières sessions – et des discussions conduites par les co-présidents du GTO procéderont

à une lecture, « objectif par objectif », du texte final. Mais les réponses concernant les points de savoir jusqu'où les coprésidents pourraient aller dans « le peaufinage » du document et quel sera le degré d'ouverture des discussions informelles, restent à voir.

Des questions de procédure ont également été posées au sujet de la place du GTO parmi les nombreux processus intergouvernementaux engagés à aider à l'établissement du programme de développement pour l'après-2015. Beaucoup restent incertains face à la question de savoir quels autres processus viendront alimenter le processus décisionnel, et de quelle manière ils s'y prendront pour le faire.

Par exemple, pour ce qui est de la mise en œuvre, parmi d'autres processus engagés, il y a lieu de citer le Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, les préparatifs de la troisième conférence internationale sur le financement du développement et les discussions en cours sur un mécanisme de facilitation de la technologie. Le co-président Kőrösi a suggéré aux délégations que la priorité du GTO est de fixer des objectifs, et que la mise en œuvre sera abordée dans une autre partie de « séquence » des négociations. Dans l'intervalle, de nombreux gouvernements ont appelé à une cible axée sur un mécanisme de facilitation de la technologie, certains précisant « l'activation du mécanisme mondial onusien de facilitation de la technologie, d'ici 2017 ». Les observateurs ont souligné que les deux éléments préfigurent un autre flux de négociations et d'autres questions auxquelles il faudra répondre.

S'agissant de la responsabilisation, l'activation du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) est également en cours parallèlement aux réunions finales du GTO. Lorsque le FPHN tiendra sa deuxième session, sous les auspices du Conseil économique et social des Nations Unies, juillet prochain, son rôle potentiel dans le suivi et la communication des données concernant les ODD, y sera le principal sujet examiné. En outre, un délégué a déclaré à une réunion des parties prenantes que les ODD incluront probablement une référence à un cadre de responsabilisation et que cela serait un sujet des négociations intergouvernementales du programme pour l'après-2015.

En ce qui concerne les questions de fond, certains participants se sont demandé si l'ensemble éventuel d'ODD devait viser à refléter le plus grand nombre possible de processus et accords existants, et permettre ainsi à la communauté internationale de se concentrer sur la mise en œuvre, ou s'il devait se défricher un champ d'application distinct et remplir l'espace actuellement vide dans le cadre international de développement durable. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques doit adopter un nouvel accord mondial en 2015, et beaucoup ont affirmé que la convention est la seule instance qui doit établir les objectifs relevant de la lutte contre le changement climatique. D'autres, cependant, ont souligné que si les ODD n'ont pas « d'intitulé » (objectif autonome) sur l'importance du changement climatique, le programme ne sera pas jugé complet ou légitime. S'agissant de la biodiversité, beaucoup ont fait valoir que les cibles des ODD devraient être alignées sur la Convention sur la diversité biologique et ses objectifs d'Aichi, car il ne serait pas réaliste de s'attendre à ce que les gouvernements suivent deux séries distinctes d'objectifs sur les mêmes questions. Mais les positions divergent, aussi, sur ce point, certains, appelant à ce que les ODD fassent montre d'une ambition plus élevée que ce qui est déjà convenu.

## DES QUESTIONS CONCERNANT LES RESPONSABILITÉS

Bien que le document final de Rio+20 appelle à ce que les ODD soient universels, il est clair, au vu des onze dernières réunions, que les délégués interprètent cette instruction de manières différentes. De nombreux pays industrialisés la comprennent comme voulant dire que les objectifs seront universellement applicables à tous les pays, mais de nombreux pays en développement soutiennent, en revanche, que le programme ne devrait pas traiter tous les états de la même manière.

L'héritage du Sommet de la Terre de Rio tenue en 1992, son principe convenu de responsabilités communes mais différenciées, affecte l'élaboration des ODD, les Etats membres plaidant vigoureusement à la fois pour et contre son application à la nouvelle stratégie de développement durable. Les pays industrialisés veulent que les objectifs reconnaissent que tous les pays ont des responsabilités et ont à gagner de la poursuite d'un programme de développement durable. Mais, les pays en développement n'entendent, comme l'a souligné l'un des intervenants à la GTO-11, être tenus aux mêmes objectifs que les pays industrialisés, en particulier, sans les ressources nécessaires à leur réalisation. Dans les discussions sur les domaines d'intervention, de nombreuses propositions ont été avancées en vue de préciser quels pays seraient responsables de la réalisation de tel ou tel objectif spécifique, et quels groupes de pays devraient bénéficier de moyens de mise en œuvre. Et comme dans les discussions précédentes sur le thème des modes durables de consommation et de production, certains gouvernements ont affirmé que tous les objectifs et cibles intermédiaires ne devraient s'appliquer qu'aux pays industrialisés.

La différenciation des responsabilités a également été évoquée dans les discussions sur la mise en œuvre. Les gouvernements ont indiqué aux co-présidents que certains problèmes, comme le manque d'accès à l'énergie, n'existent que dans les pays en développement, mais que cela ne signifiait nullement que le fardeau de leur résolution doive peser, de manière disproportionnée, sur les épaules des pays pauvres. Ils ont souligné que les moyens de mise en œuvre des objectifs doivent accompagner chaque objectif, et ont proposé des cibles intermédiaires axées sur la transmission de connaissances et de ressources des pays industrialisés aux pays en développement. De leur côté, les pays industrialisés ont appelé à des efforts universels de mise en œuvre, à travers la mise à contribution d'acteurs non étatiques, tels que le secteur privé, la société civile et les philanthropes, et leur participation aux efforts visant à atteindre les objectifs.

Beaucoup prévoient que les options offertes quant à la procédure à suivre dans le traitement des questions concernant l'universalité et la différenciation figureront dans le document final. A la GTO-11, par exemple, la troïka, Etats-Unis/Israël/Canada, a suggéré que tous les pays auraient à choisir, individuellement, les pourcentages à atteindre. D'autres ont suggéré que les indicateurs seraient sélectionnés au niveau national, laissant ainsi la place à des réponses adaptées aux circonstances de chaque pays. Néanmoins, les observateurs s'attendent à ce que les interprétations contradictoires de la signification de l'universalité continueront au-delà des deux derniers mois de travail du GTO, pour n'être définies que

dans les négociations intergouvernementales ultérieures sur les questions de reddition de comptes, du financement et du cadre narratif pour l'ensemble du programme de développement pour l'après-2015.

### **LE PREMIER PAS EST TOUJOURS LE PLUS DIFFICILE**

Tout comme la liste sans cesse croissante des propositions d'objectifs et de cibles, les questions critiques posées au GTO semblent croître de plus en plus, à chaque réunion. Quel que soit le résultat du travail du GTO, le programme de développement pour l'après-2015 sera un reflet de multiples processus. L'une des nombreuses questions encore sans réponse est celle de savoir quels sont les processus qui seront, à la fin, reflétés dans les ODD. Le GTO avance désormais, tête en avant, vers des réunions et des négociations étendues, dans les prochaines semaines, et tente de conclure un cadre d'ODD unifié, mais une question clé persistante reste posée: les gouvernements du monde parviendront-ils à s'accorder sur un ensemble d'objectifs universels visant à répondre à quelques-unes des grandes questions de l'humanité?

## **REUNIONS A VENIR**

### **Quatrième session du Comité intergouvernemental**

**d'experts sur le financement du développement durable:** La quatrième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable est prévue en mai 2014. **dates:** 12-16 mai 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du Développement durable, Nations Unies **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1687>

### **Quatrième réunion de WAVES sur le partenariat:**

La quatrième réunion du partenariat pour le programme de comptabilisation de la richesse et de la valorisation des services des écosystèmes (WAVES) mettra en présence les pays et les partenaires de WAVES pour un échange sur les réussites accomplies et les difficultés rencontrées, et mettra l'accent sur la comptabilité dans les domaines de l'eau et des écosystèmes. WAVES est un partenariat mondial qui vise à promouvoir le développement durable en veillant à ce que les ressources naturelles soient intégrées dans les comptabilités économiques nationales et la planification du développement. **dates:** 14-15 mai 2014 **lieu:** Washington DC, Etats-Unis **contact:** Secrétariat de WAVES **www:** <http://www.wavespartnership.org/fourth-partnership-meeting>

**Réunion de haut niveau de l'AGNU: Contributions de la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire et des technologies de l'information et de la communication au programme de développement pour l'après-2015:** Cet événement fait partie d'une série organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: la mise en place ». L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation d'ODD. **dates:** 21-22 mai 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Office du président de l'Assemblée générale **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

**Réunion de haut niveau de l'AGNU sur « L'éradication de la pauvreté par le plein emploi et le travail décent pour tous dans le programme de développement pour l'après-2015 »:** Cette réunion de haut niveau, appelée par la résolution 68/226,

étudiera le rôle des OMD et les changements transformateurs nécessaires à assurer la réalisation de l'objectif d'éradication de la pauvreté. **date:** 23 mai 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Office du président de l'Assemblée générale **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

**Dialogue 3 de l'AGNU sur le mécanisme de transfert de technologie:** Dans la résolution 68/210 de l'Assemblée générale, les États Membres de l'ONU ont décidé de tenir une série de quatre dialogues structurés d'une journée, chacun, pour l'examen des dispositions possibles à prendre pour un mécanisme de facilitation servant à promouvoir le développement, le transfert et la diffusion de technologies propres et écologiquement rationnelles. **date:** 4 juin 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable, Nations Unies **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1822>

**Réunion de haut niveau de l'AGNU: Les droits humains et la primauté du droit dans le programme de développement pour l'après- 2015:** Cet événement fait partie d'une série organisée par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, sous le thème « Programme de développement pour l'après-2015: la mise en place ». L'objectif en est de générer des contributions concrètes à la formulation d'ODD. **dates:** 9-10 juin 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Office du président de l'Assemblée générale **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/68schedule.shtml>

**Concertations informelles avant la GTO-12:** Comme annoncé lors de la séance de clôture de la GTO-11, les co-présidents réuniront des concertations informelles sur les domaines d'intervention avant la GTO-12, dans la salle de l'Assemblée générale. **dates:** 9-11 juin 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable, Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/owg12.html>

**GTO-12:** Le GTO continuera l'examen des objectifs, cibles et indicateurs de développement durable. **dates:** 16-20 juin 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable, Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/owg12.html>

**Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du PNUE:** La première réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) du Programme des Nations Unies pour l'environnement devrait inclure des séances plénières ministérielles sur les ODD et le programme de développement pour l'après-2015 et sur le commerce illégal de la faune et de bois. **dates:** 23-27 juin 2014 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jiří Hlaváček, Secrétariat du conseil des tutelles, UNEP **téléphone:** +254-20-7623431 **courriel:** unep.sgb@unep.org **www:** <http://www.unep.org/unea/>

**Forum politique de haut niveau:** La deuxième réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable aura lieu en conjonction avec l'édition 2014 de la session de fond du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), du 30 juin au 3 juillet, suivi d'un segment ministériel du 7 au 9 juillet. Le thème du Forum pour 2014 sera « Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement

et tracer la voie pour un programme de développement post-2015 ambitieux et englobant les objectifs de développement durable ». **dates:** 30 juin - 9 juillet 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable, Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1768>

**GTO-13:** Le GTO continuera l'examen des objectifs, cibles et indicateurs de développement durable. **dates:** 14-18 juillet 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable, Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/owg13.html>

**Dialogue 4 de l'AGNU sur le mécanisme de transfert de technologie:** Dans la résolution 68/210 de l'Assemblée générale, les États Membres de l'ONU ont décidé de tenir une série de quatre dialogues structurés d'une journée, chacun, pour l'examen des dispositions possibles à prendre pour un mécanisme de facilitation servant à promouvoir le développement, le transfert et la diffusion de technologies propres et écologiquement rationnelles. **date:** 23 juillet 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable, Nations Unies **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=viaw&nr=702&type=13&menu=1822>

**Cinquième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable:** La cinquième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable est prévue en août 2014. **dates:** 4-8 août 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division du développement durable, Nations Unies **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1688>

**Troisième Conférence des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (PEID):** La troisième Conférence des Nations Unies sur les PEID se concentrera sur le thème « Développement Durable des PEID par le biais des partenariats véritables et durables. **dates:** 1-4 septembre 2014 **lieu:** Apia, Samoa **www:** <http://www.sids2014.org/index.php?menu=32>

**Conférence mondiale sur les peuples autochtones:** La Conférence mondiale sur les peuples autochtones, Edition 2014, sera organisée sous forme de réunion plénière de haut niveau de la 69<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et soutenue par l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, pour l'échange des vues et le partage des bonnes pratiques en matière de réalisation des droits des peuples autochtones et de poursuite des objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. **dates:** 22-23 septembre 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Nilla Bernardi **téléphone:** +1 212-963-8379 **courriel:** bernardi@un.org **www:** <http://wcip2014.org/>

**Session extraordinaire pour le suivi du Programme d'action de la CIPD:** Une Session extraordinaire de huit heures pour le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) est organisée de manière coïncidant avec le segment de haut niveau du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

**date:** 22 septembre 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Mandy Kibel, UNFPA **téléphone:** 1-212-297-5293 **courriel:** kibel@unfpa.org **www:** <http://icpdbeyond2014.org/>

**Sommet des Nations Unies sur le changement climatique:** Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, convoquera le Sommet dans le but de mobiliser la volonté politique pour un accord climatique global, universel et juridiquement contraignant, en 2015. **date:** 23 septembre 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** <http://www.un.org/climatechange/summit2014/>

Pour d'autres réunions, voir <http://post2015.iisd.org/>

## GLOSSAIRE

|         |  |
|---------|--|
| AOSIS   | Alliance des petits États insulaires   |
| CARICOM | Communauté des Caraïbes  |
| RCMD    | Responsabilités communes mais différenciées  |
| DDSS    | Désertification, dégradation des sols et sécheresse                                |
| PRC     | Prévention des risques de catastrophes   |
| MGF     | mutilations génitales de la Femme  |
| ICESDF  | Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable   |
| CIPD    | Conférence internationale sur la population et le développement                    |
| TIC     | Technologies de l'information et de la communication                               |
| INN     | Pêche illégale, non déclarée et non réglementée                                    |
| PMA     | Pays les moins développés  |
| LDNW    | Un monde neutre en dégradation des terres  |
| PDSL    | Les pays en développement sans littoral  |
| OMD     | Objectifs du Millénaire pour le développement                                      |
| MMCE    | Moyens de mise en œuvre  |
| AMPs    | Aires protégées Marines  |
| MNTs    | Les maladies non transmissibles  |
| APD     | Aide publique au développement   |
| GTO     | Groupe de travail ouvert à tous  |
| PEIDP   | Petits États insulaires en développement du Pacifique                              |
| Rio+20  | Conférence des Nations Unies sur le développement durable                          |
| CPD     | Consommation et Production durables  |
| ODD     | Objectifs de développement durable   |
| PEIDs   | Les Petits États insulaires en développement                                       |
| PME     | Les petites et moyennes entreprises  |
| 10YFP   | Cadre décennal de programmation de modes de consommation et de production durables |
| EAU     | Emirats Arabes Unis  |
| CCNUCC  | Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique                    |
| AGNU    | Assemblée générale des Nations Unies   |